



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le **25 OCT. 2023**

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2023-066
portant autorisation pour le renouvellement et l'extension de l'exploitation d'une carrière de
sables et graviers**

Société des Carrières du Bourget du Lac (SCBL)

Commune du Bourget du Lac

Le Préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

- VU** le code de l'environnement ; et notamment ses articles L122-1, L214-1, R.122-4 et 5, R214-1 et R215 ;
- VU** le code minier et notamment son livre III ;
- VU** le code forestier et notamment ses articles L. 341-1 et suivants, L. 214-13 et 14, R. 214-30 et suivants, R. 341-1 et suivants relatifs au défrichement ;
- VU** la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R 511-9 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;
- VU** l'arrêté préfectoral SCPP n°22-2023 du 22 mai 2023 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;
- VU** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des Mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des Oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 fixant les listes des Amphibiens et des Reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière ;

VU l'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dénommé « Registre national des déchets » ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis du 30 décembre 2020 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le Schéma Régional des Carrières (SRC) de la Région Auvergne Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral n°21-520 en date du 08 décembre 2021 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;

VU les autres documents de planification applicables (SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020, SCoT Métropole Chambéry exécutoire le 03 août 2020, PLUi Grand Lac exécutoire depuis le 25/10/2019) ;

VU les arrêtés préfectoraux du 4 août 1990 modifié le 28 août 1992, du 14 décembre 2004, du 27 novembre 2014, antérieurement délivrés, autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune du Bourget du Lac par la Société des Carrières du Bourget du Lac (SCBL) ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2020 portant extension du périmètre et modification des conditions d'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune du Bourget du Lac ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 2023 n° ICPE-2023-033 portant mise en demeure de fournir un rapport géotechnique et un plan d'actions garantissant la stabilité du massif, après le glissement de terrain intervenu le 13 mars 2023 ;

VU la demande d'autorisation environnementale unique présentée par la société « Société des Carrières du Bourget du Lac » (SCBL), dont le siège social est situé zone artisanale de la Plaise – 73370 Le Bourget du Lac, réceptionnée le 11 mars 2022 et complétée, en vue d'obtenir pour la carrière de grèves sableuses à ciel ouvert qu'elle exploite sur la commune du Bourget du Lac, au niveau de la route de la Serraz :

- le renouvellement et l'extension d'exploitation pour une durée de quinze ans, pour un volume maximum de production annuel de 500 000 tonnes, sur une superficie totale de 291 210 m² (dont une extension de 70 375 m²),

- un défrichement de massifs boisés concernant une superficie de 16 715 m² au titre de l'article L.341-1 du code forestier,

- une dérogation à l'interdiction de destruction d'habitats d'espèces protégées et d'espèces protégées ;

VU le dossier annexé et déposé à l'appui de la demande d'autorisation environnementale ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 6 avril 2023 formulé sur le dossier de demande d'autorisation précité et le mémoire en réponse produit par la société SCBL le 22 mai 2023 ;

VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de Protection de la Nature formulé le 17 mai 2023 et le mémoire en réponse produit par la société SCBL le 25 mai 2023;

VU la décision en date du 3 mai 2023 du président du tribunal administratif de Grenoble portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral n°ICPE-2023-039 en date du 2 juin 2023 portant ouverture d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 26 juin 2023 au 29 juillet 2023 inclus sur le territoire des communes du Bourget du Lac, Chambéry, La Motte-Servolex, Tresserve, Verthemex, Viviers du Lac, et Voglans;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public ;

VU le registre d'enquête publique, les conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur ;

VU le mémoire en réponse du pétitionnaire ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes du Bourget du Lac et de La Motte-Servolex ; et par la Communauté d'Agglomération Grand Lac ;

VU l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des communes de Tresserve, Verthemex, Viviers du Lac et Voglans ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles D181-17-1 et D181-18 du code de l'environnement ;

VU le rapport et les propositions en date du 3 octobre 2023 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites émis lors de sa séance du 19 octobre 2023 ;

VU le projet d'arrêté porté 20 octobre 2023 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observation du demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que ces installations constituent des activités soumises à autorisation et enregistrement respectivement sous les rubriques n° 2510.1 et 2517.1 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le projet relève d'une autorisation environnementale valant autorisation au titre des installations classées pour l'environnement, de la législation sur l'eau, de dérogation aux interdictions édictées pour la protection des espèces protégées et autorisation de défrichement au titre du code forestier ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 et L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application de l'article L. 512-2 et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.411-2 du code de l'environnement, une dérogation aux interdictions édictées pour la conservation des espèces protégées est accordée à condition qu'elle soit justifiée, notamment, par des raisons impératives d'intérêt public majeur, qu'elle ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle et qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante ;

CONSIDÉRANT que :

- le gisement géologique est d'une très bonne qualité, il répond aux besoins du marché en granulats pour la confection des bétons du territoire ;

- le site permet l'accueil de déchets inertes recyclables et valorisables et contribue à combler le déficit prévisible au cours des prochaines années de sites d'accueil au sein de la Savoie et plus particulièrement de l'aire urbaine de Chambéry ;
- le projet de renouvellement et d'extension de la carrière permettra d'alimenter à hauteur de 22 % la production nécessaire au développement de l'aire urbaine de Chambéry ;
- que cet apport ne sera pas suffisant pour combler totalement la demande du département en matériaux destinés à la production de béton, la production locale étant déficitaire de 200 000 tonnes par an ;
- le site est stratégique de par sa localisation et son offre au sein de l'aire urbaine de Chambéry ;
- par conséquent, le projet répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur ;

CONSIDÉRANT que :

- le projet vise à renouveler et étendre un secteur dédié à l'extraction et limite ainsi la consommation foncière, le mitage du paysage et les impacts environnementaux par rapport à l'ouverture d'une nouvelle carrière dans un territoire soumis à de fortes contraintes ;
- le site bénéficie des aménagements déjà existants : accès sécurisé, installations de traitement et de valorisation des matériaux extraits ;
- 3 variantes d'extension de la carrière ont été étudiées et que la solution retenue est celle de moindre impact écologique ;

CONSIDÉRANT que :

- le projet ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle, compte-tenu notamment des mesures d'évitement, réduction et de compensation (ERC), d'accompagnement et de suivis, mises en œuvre telles que détaillées ci-après ;
- les travaux de remise en état permettent de reconstituer divers milieux favorables à la faune et à la flore locales ;

CONSIDÉRANT de ce fait que les conditions fixées à l'article L.411-2 du code de l'environnement sont respectées et que la dérogation aux interdictions édictées pour la conservation des espèces protégées peut être accordée ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de la demande actuelle en granulats, la fermeture de la carrière existante induirait nécessairement le transport de matériaux depuis d'autres carrières éloignées du bassin de consommation avec des incidences environnementales globalement similaires mais engendrant un important surplus de rejet en gaz à effet de serre ;

CONSIDÉRANT que la jonction de la carrière et de l'une des deux installations de traitement par un convoyeur à bande permettra de limiter l'usage de véhicules thermiques, les nuisances associées et les émissions de CO₂ ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible aux orientations du Schéma Régional des Carrières qui encouragent le renouvellement des carrières déjà existantes, l'exploitation préférentielle de carrières en dehors de zones d'enjeux majeurs « eau » plutôt que des carrières en eaux, et qui s'attachent à des bassins de consommation en privilégiant un approvisionnement local ;

CONSIDÉRANT que les propositions formulées par l'exploitant dans son mémoire en réponse fournie à l'issue de l'enquête publique sont de nature à réduire les nuisances ayant été exprimées au cours de cette enquête ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des dispositions du code de l'environnement et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de la carrière eu égard aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et L.211-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable du Commissaire Enquêteur du 22 août 2023 ;

CONSIDÉRANT que les observations formulées lors de la Commission Départementale de la Nature des Sites et des Paysages du 19 octobre 2023 sont prises en compte dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Titre 1 – Portée de l'autorisation et conditions générales

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société des Carrières du Bourget du Lac (SCBL), Société par Actions Simplifiée, cogérée par la société Eiffage Infrastructures Gestion et Développement et par Monsieur Jérôme Langain, dont le siège social est situé Zone d'activité de la Plaisse 73370 Le Bourget du Lac, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune du Bourget du Lac (73370) sur tout ou partie de la surface des parcelles listées à l'article 1.2.4 et dans les limites définies sur le plan en annexe 1 au présent arrêté.

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement,
- de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;
- d'autorisation de défrichement au titre des articles L.341-1 et suivants du code forestier.

Article 1.1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux du 14 décembre 2004, du 27 novembre 2014 et du 29 septembre 2020 relatives aux activités d'extractions des matériaux sont supprimées et remplacées par celles du présent arrêté.

Article 1.1.3 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique ICPE | Désignation des activités au regard de la nomenclature des ICPE | Substances et activités concernées Capacités projetées des installations | Régime |
|---------------|---|--|--------|
| 2510-1 | Exploitation de carrière à ciel ouvert | Exploitation d'une carrière de graves sableuses sur une superficie totale de 291 210 m ² Production annuelle moyenne : 400 000 t/an Production annuelle maximale : 500 000 t/an Durée : 15 ans | A |
| 2517.1 | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux et déchets inertes | Aire de transit de produits minéraux : 23 000 m ² | E |

A : autorisation / E : enregistrement / DC : déclaration contrôlée / D : déclaration / NC : non classé
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 1.2.2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature « eau »

| Rubrique Eau | Désignation des activités au regard de la nomenclature eau | Activité sur le site | Régime |
|--------------|--|---|--------|
| 2.1.5.0 - 1 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1 ^{er} Supérieure 20 ha | Exploitation d'une carrière emprise cadastrale globale de 29,1 ha | A |

Article 1.2.3 – Objet et périmètre de la dérogation à la protection des espèces

Le bénéficiaire s'assure que l'ensemble des intervenants sur les chantiers concernés respectent l'ensemble des obligations qui lui sont imposées au titre de la présente dérogation.

Le bénéficiaire doit se conformer strictement au périmètre de la dérogation, identique à celui de l'autorisation environnementale, définie en annexe 2 du présent arrêté.

| ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique | Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens | Destruction de spécimens | Perturbation intentionnelle de spécimens | Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos |
|---|--|--------------------------|--|---|
| OISEAUX | | | | |
| Bruant zizi (<i>Emberiza cirius</i>) | | X | X | X |
| Buse variable (<i>Buteo buteo</i>) | | X | X | X |
| Chardonneret élégant (<i>Carduelis carduelis</i>) | | X | X | X |

| ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique | Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens | Destruction de spécimens | Perturbation intentionnelle de spécimens | Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos |
|---|---|-----------------------------|--|--|
| Fauvette des jardins (<i>Sylvia borin</i>) | | X | X | X |
| Linotte mélodieuse (<i>Carduelis cannabina</i>) | | X | X | X |
| Moineau domestique (<i>Passer domesticus</i>) | | X | X | X |
| Petit Gravelot (<i>Charadrius dubius</i>) | | X | X | X |
| Pie-Grièche écorcheur (<i>Lanius collurio</i>) | | X | X | X |
| Serin cini (<i>Serinus serinus</i>) | | X | X | X |
| Tarier pâtre (<i>Saxicola rubicola</i>) | | X | X | X |
| Verdier d'Europe (<i>Carduelis chloris</i>) | | X | X | X |
| MAMMIFÈRES | | | | |
| Barbastelle d'Europe (<i>Barbastella barbastellus</i>) | | X | X | X |
| Molosse de Cestoni (<i>Tadarida teniotis</i>) | | X | X | X |
| Murin de Bechstein (<i>Myotis bechsteinii</i>) | | X | X | X |
| Murin de Brandt (<i>Myotis brandtii</i>) | | X | X | X |
| Noctule commune (<i>Nyctalus noctula</i>) | | X | X | X |
| Noctule de Leisler (<i>Nyctalus leisleri</i>) | | X | X | X |
| Oreillard gris (<i>Plecotus austriacus</i>) | | X | X | X |
| Oreillard roux (<i>Plecotus auritus</i>) | | X | X | X |
| Petit Rhinolophe (<i>Rhinolophus hipposideros</i>) | | X | X | X |
| Pipistrelle commune (<i>Pipistrellus pipistrellus</i>) | | X | X | X |
| Pipistrelle de Nathusius (<i>Pipistrellus nathusii</i>) | | X | X | X |
| AMPHIBIENS | | | | |
| Crapaud calamite (<i>Bufo calamita</i>) | | X | X | X |
| Crapaud commun (<i>Bufo bufo</i>) | | X | X | X |
| Grenouille agile (<i>Rana dalmatina</i>) | | X | X | X |
| Grenouille rousse (<i>Rana temporaria</i>) | | X | X | X |
| Salamandre tachetée (<i>Salamandra salamandra</i>) | | X | X | X |
| Sonneur à ventre jaune (<i>Bombina variegata</i>) | | X | X | X |
| REPTILES | | | | |
| Lézard à deux raies (<i>Lacerta bilineata</i>) | | X | X | X |
| Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>) | | X | X | X |

Article 1.2.4 – Situation de l'établissement

Les terrains concernés par la demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de carrière s'étendent sur une emprise totale 291 210 m² dont :

- 220 835 m² sont concernés par le renouvellement de l'autorisation,
- 70 375 m² sont concernés par l'extension de l'autorisation.

Les parcelles concernées par la présente demande d'autorisation sont situées sur les parcelles de la commune du Bourget du Lac reportées dans le tableau en annexe 1.

Un plan cadastral précisant les parcelles concernées est annexé (annexe 2) au présent arrêté préfectoral.

Article 1.2.5 – Consistance des installations autorisées et autres limites de l'autorisation

Le présent arrêté tient lieu d'autorisation environnementale pour les installations mentionnées à l'article 1.2.1 ci-dessus au titre des articles L.181-1 et L.181-2 du code de l'environnement, d'autorisation de défrichement au titre des articles L.341-1 et suivants du code forestier, d'autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement et de dérogation au titre du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement (avec mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivis).

La présente autorisation vaut pour l'exploitation d'une carrière de graves sableuses devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état à vocation écologique, naturelle, paysagère et agricole suivant les plans de phasage joints en annexe 3 du présent arrêté.

L'extraction des matériaux est réalisée à la pelle hydraulique.

La quantité maximale des matériaux à extraire à compter de la notification de l'arrêté préfectoral est de 3 600 000 tonnes.

La production moyenne annuelle autorisée est de 400 000 tonnes/an. La production maximale autorisée est de 500 000 tonnes/an.

La cote limite d'exploitation sera maintenue à 280 m NGF.

Les apports de déchets inertes sont autorisés dans le cadre de la remise en état du site. La quantité maximale annuelle pouvant être admise sur le site est limitée à 400 000 tonnes. La quantité maximale de déchets inertes stockée sur le site est de 2 800 000 tonnes.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effets que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de foretage dont il est titulaire.

Le périmètre relevant de l'autorisation est strictement limité aux parcelles cadastrales présentées en annexe 1.

CHAPITRE 1.3 – DURÉE DE L'AUTORISATION

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter du jour de la notification du présent arrêté à la société SCBL, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Le délai mentionné au I est suspendu jusqu'à la notification à l'exploitant d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le présent arrêté ou ses arrêtés complémentaires.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R 523-1, R 523-4 et R 523-17 du code du patrimoine.

Concernant la dérogation aux interdictions édictées pour la protection des espèces, les mesures compensatoires sont mises en place suivant le calendrier prescrit au titre 8 et leur mise en œuvre se poursuit le cas échéant au-delà de la durée d'exploitation de la carrière fixée par le présent article, sans limite de durée et selon les prescriptions prévues au titre 8.

CHAPITRE 1.4 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.5 – MODIFICATIONS

Article 1.5.1 – Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2 – Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Article 1.5.3 – Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4 – Changement d'exploitant

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation.

Le nouvel exploitant adresse au préfet :

- s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande,
- les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

À défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

CHAPITRE 1.6 – INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.7 – CONTRÔLES ET ANALYSES

Conformément aux articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de vibrations ou de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 1.8 – RÉCAPITULATIFS DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 1.8.1 – Dossier

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées durant toute la durée de l'exploitation.

Article 1.8.2 – Plans

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ;
- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;
- les dates des levés topographiques ;
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses
- les zones de stockage des déchets d'extraction (déchets inertes et terres non polluées générés par l'activité extractive) ;
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.

Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Un plan de coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) est produit, avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité Interdépartementale des deux Savoie).

Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.8.3 – Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés, selon les cas, pour une durée d'un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

CHAPITRE 1.9 – RÉGLEMENTATION

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux installations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable aux installations objet du présent arrêté.

Les installations relevant de la rubrique 2517 sont régies par l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517, exception faite des dispositions contraires du présent arrêté.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code de l'urbanisme, la législation relative à l'archéologie préventive, le code de l'environnement pour les équipements sous pression, le code du travail, le Règlement Général des Industries Extractives, le code minier, le code civil et le code général des collectivités territoriales.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique. Lorsque des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du code du patrimoine et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions.

L'exécution des éventuels travaux, prescrits par ailleurs, de diagnostics, de fouilles ou d'éventuelles mesures de conservation, menés au titre de l'archéologie préventive, est un préalable à la réalisation des extractions dans les zones nouvellement autorisées à l'exploitation par le présent arrêté.

Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la Mairie, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des installations classées, de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers.

CHAPITRE 1.10 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 1.10.1 – Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les installations sont entretenues en permanence.

Article 1.10.2 – Jours et horaires de fonctionnement

L'établissement fonctionnera du lundi au vendredi, les jours ouvrés de 7h00 à 19h00.

Le fonctionnement de l'activité le samedi est exceptionnel et conditionné à un accord donné par la DREAL.

Article 1.10.3 – Accès, voirie publique, circulation interne

L'utilisation des voies se fait en accord avec leur gestionnaire.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires.

Les bennes de tous les camions transportant des produits d'une granulométrie inférieure à 5 mm sont bâchées avant de sortir du site.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

La contribution de l'exploitant de la carrière à la remise en état des voiries départementales et communales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités.

Des panneaux interdisant d'emprunter les voies d'accès et dessertes privés en dehors des horaires d'ouverture de la carrière sont mis en place. Des barrières interdisent l'accès aux voies et dessertes privés en dehors des heures de fonctionnement de la carrière.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (a minima : affichage du plan de circulation à l'entrée du site).

Article 1.10.4 – Moyen de pesée

Le site n'est pas équipé de moyen de pesée. Le tonnage des matériaux extraits est réalisé au niveau des installations de traitement de la société SCMS à la Motte Servolex.

Ces sites sont équipés d'un moyen de pesée muni d'une imprimante ou d'un dispositif enregistreur équivalent permettant de mesurer le tonnage des matériaux entrants ou sortants de la carrière SCBL du Bourget du Lac.

Ces systèmes de pesage sont conformes à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale.

Article 1.10.5 – Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Une clôture (ou tout autre dispositif équivalent) solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation est installée sur la totalité du périmètre du site. Des panneaux « chantier interdit au public » sont apposés sur cette clôture et sur les voies d'accès.

À l'intérieur du périmètre d'exploitation, l'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace (ou tout autre dispositif équivalent). Le danger, présenté notamment par la proximité de front est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur la ou les pistes d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité des zones clôturées.

En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage, formé aux risques générés par la carrière et ses installations associées.

Article 1.10.6 – Communication avec les riverains, élus et associations

Dans les 6 mois qui suivent le renouvellement de l'autorisation d'exploiter, une commission locale de concertation et de suivi (CLCS), présidée par le maire de la commune du Bourget du Lac et composée de représentants de la commune du Bourget du Lac, des représentants des communes environnantes qui en font la demande, des associations locales de protection de l'environnement, de représentants des riverains et de l'exploitant est créée.

Elle se réunit au minimum une fois par an et peut être convoquée autant que de besoin.

L'invitation à la réunion de la commission, comportant un ordre du jour, est transmise par le maire à tous les membres, au moins quinze jours avant la date de la réunion. Le président peut, en tant que de besoin, convier toute personne compétente, aux réunions de la commission.

Les services de l'Etat concernés, les autorités compétentes et l'inspection des installations classées peuvent être invités en tant que de besoin.

L'exploitant présente notamment à cette commission l'ensemble des résultats du suivi de son activité.

Un compte-rendu de cette concertation est rédigé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un rapport d'étape sur les conditions d'exploitation et de remise en état est fourni par l'exploitant tous les cinq ans.

CHAPITRE 1.11 – DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DES TRANSFERTS DE POLLUANTS ET DES DÉCHETS

L'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets rend obligatoire la télédéclaration de l'activité annuelle de la carrière au titre de l'environnement et de la santé et sécurité au travail.

Cette télédéclaration des données de l'année est effectuée avant le 1er avril de l'année n + 1 sur le site

<https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr>

(GEREP)

Titre 2 – Prévention de la pollution atmosphérique

CHAPITRE 2.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS ET CONDITIONS DE REJET

Article 2.1.1 – Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ; les pistes d'accès au site doivent être stabilisées, de la voirie publique jusqu'à l'accès à la zone d'exploitation de la carrière et l'entrée de la zone de stockage de matériaux ;
- la vitesse des poids-lourds et engins de carrière circulant sur le site est limité à 30 km/h. En tout état de cause, la vitesse sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. À cet effet, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues en cas de besoin ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent. Cette obligation est notifiée aux clients et contrôlée par l'exploitant de la carrière ;
- les chantiers et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin, et notamment lorsque les conditions météorologiques l'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.
- les pistes de roulage sont arrosées, en tant que de besoin par temps sec et venteux, au moyen d'une citerne à eau mobile ou tout autre dispositif efficace.

L'aspersion au niveau des convoyeurs, des points de chute, devra, le cas échéant, être mise en place.

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 2.1.2 – Mesure des retombées de poussières

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

À la demande de l'inspection, des mesures de retombées de poussières devront être réalisées, notamment en cas de plainte ou d'impact avéré sur l'environnement.

La vitesse et la direction du vent, la température et la pluviométrie sont mesurées et enregistrées par une station météorologique représentative ou dédiée. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toutefois, la surface de la carrière n'étant pas couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière, exploité par un fournisseur de services météorologiques.

Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) – méthode des jauges de retombées – est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La localisation des points de mesures est présentée en annexe 4 du présent arrêté.

Titre 3 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

CHAPITRE 3.1 – PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le ravitaillement et le petit entretien des engins de chantiers sont réalisés sur un bac de rétention mobile permettant la récupération totale des égouttures et des déversements accidentels.

L'entretien courant et le lavage des engins de chantier sont réalisés en dehors du site.

Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées.

Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux météoriques s'y versant.

Les dispositifs de rétention doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire sont stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée.

L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant.

CHAPITRE 3.2 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

La carrière n'est pas connectée au réseau d'eau potable. Le personnel utilise la base vie du site adjacent de la société SCMS.

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel sont interdits. Seuls sont autorisés les prélèvements dans les bassins de collecte des eaux de ruissellement disposés au sein de la carrière.

L'eau utilisée par la carrière notamment pour l'arrosage des pistes provient prioritairement des bassins de rétention du site ou à défaut de citernes remplies sur les installations adjacentes de la SCMS.

Les volumes prélevés dans les bassins sont mesurés et enregistrés mensuellement dans un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection.

CHAPITRE 3.3 – ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS EN CAS DE SÉCHERESSE

En cas de sécheresse, et dans le respect des dispositions de l'arrêté cadre sécheresse, l'exploitant met en place les mesures permettant de limiter la consommation d'eau.

L'ensemble des actions entreprises par l'exploitant dans le cadre d'un épisode de sécheresse fait l'objet d'une traçabilité et est formalisé au travers d'un document tenu à la disposition de l'inspection.

CHAPITRE 3.4 – TRAITEMENT DES EAUX

Article 3.4.1 – Traitement des eaux superficielles

Les eaux superficielles sur le site sont les eaux météoriques et les eaux utilisées dans le cadre de la lutte contre les poussières. Le procédé d'exploitation ne nécessite pas d'eau.

L'exploitant maintient la perméabilité naturelle du site.

Les eaux pluviales s'infiltrent directement et gravitairement dans les sols. Les eaux de ruissellement rejoignant le carreau d'exploitation sont collectées par des drains associés à des fossés, puis orientées vers les bassins d'infiltration de façon à éviter tout rejet direct vers le milieu naturel. Ces derniers sont dimensionnés pour assurer le stockage d'une pluie cinquantennale.

Aucun rejet dans le ruisseau des Combes n'est autorisé.

Article 3.4.2 – Aménagements spécifiques de canalisation des eaux pluviales

Afin de canaliser les eaux pluviales en limite ouest du site en cas d'épisode pluvieux intense, l'exploitant met en place et maintient en bon état un ouvrage permettant de récupérer les eaux pluviales en limite ouest du site (plateau de la Serraz) par écoulements gravitaires, puis de les canaliser et les diriger vers un avaloir par le biais d'une tranchée drainante.

Une fois canalisées, ces eaux seront gravitairement dirigées vers un coursier bétonné, constitué d'enrochements de blocs unitaires d'une tonne. Cet aménagement permettra de rompre les vitesses d'écoulement avant d'évacuer les eaux vers les exutoires situés sur le carreau de la carrière.

Ce coursier se développera sur une distance de 65 mètres, depuis le sommet de l'ouvrage jusqu'au carreau de l'exploitation.

En partie basse, des fossés permettront l'écoulement du flux d'eau vers les exutoires actuellement présents sur le site.

Ces aménagements seront maintenus lors de la première phase quinquennale d'exploitation.

Avant la deuxième phase d'exploitation et le démantèlement de cet ouvrage afin de permettre l'exploitation du gisement présent au droit de l'extension, l'exploitant transmettra une analyse hydraulique et une étude de stabilité actualisées du front concerné. Ces rapports ainsi qu'une synthèse des actions préventives éventuellement nécessaires seront transmis à l'inspection des installations classées qui prescrira les éventuelles mesures et travaux complémentaires au remblayage et permettant de supprimer tout risque de glissement de terrain.

En complément des mesures de suivi prescrites au titre de la préservation de la biodiversité (cf. titre 8), l'exploitant s'assurera de l'absence d'impact négatif sur l'hydrologie de cet aménagement sur la zone humide de la Serraz (située sur le plateau à l'ouest du site).

Article 3.4.3 – Plan des réseaux

Un plan des ouvrages mentionnés au 3.4.2 et des écoulements des eaux, daté, est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et phase d'exploitation. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Article 3.4.4 – Rejets d'eau dans le milieu naturel

Les eaux pluviales s'infiltrant directement dans le sol. Cependant : lors d'épisodes pluvieux importants, les ruissellements des eaux superficielles peuvent être conséquents, ce qui implique de collecter ces eaux dans des bassins de décantation localisés sur plusieurs secteurs de la carrière et dans lesquels les eaux s'infiltrant naturellement sans rejet vers l'extérieur.

Afin de s'assurer de l'absence d'impacts sur la qualité des eaux du ruisseau des Combes, des analyses annuelles des eaux, en amont et aval de la zone d'exploitation, sont réalisées. Ces mesures devront être réalisées pendant l'exploitation du site et hors période de crue. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations classées et transmis au Comité Intercommunautaire pour l'Assainissement du Lac du Bourget (CISALB).

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais. Dans l'hypothèse où les résultats d'analyses mettent en évidence une évolution défavorable au niveau de la qualité des eaux du ruisseau des Combes, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la dérive ou de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'ensemble des résultats ainsi que leur interprétation sont consignés dans un document (registre/tableaux...), éventuellement sous forme électronique, comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (débit du cours d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les paramètres analysés sont les suivants

- la température (en °C),
- le pH,
- la conductivité,
- la demande chimique en oxygène (DCO),
- les Matières En Suspension (MES),
- la turbidité
- les Hydrocarbures totaux (HCT).

Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.

La localisation des 2 points de mesure (amont et aval) est présentée en annexe 5.

Titre 4 – Déchets produits sur le site

CHAPITRE 4.1 – DÉCHETS

Article 4.1.1 – Dispositions générales

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées par des installations dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

L'exploitant s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Article 4.1.2 – Registre

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.

À cet effet, l'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R. 543-43-1 du Code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du Code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article 4.1.3 – Transport

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du Code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 4.1.4 – Plan de gestion des déchets d'extraction

Conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière est établi et révisé tous les cinq ans ainsi que dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

La fiche de synthèse issue du plan de gestion des déchets inertes est disponible en annexe 8.

Titre 5 – Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses

CHAPITRE 5.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 5.1.1 – Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 5.1.2 – Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

De préférence, les engins sont équipés d'avertisseurs de recul sont du type « cri du lynx ».

Article 5.1.3 – Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 5.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 5.2.1 – Surveillance des émissions sonores

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée et en limite de périmètre autorisé.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les six mois suivants la publication de cet arrêté et ensuite périodiquement tous les trois ans. Elle peut être intensifiée lorsque les fronts de taille se rapprochent des habitations.

La mesure initiale est effectuée dans les conditions les plus défavorables.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

Les points de mesures et leur localisation sont définis en annexe 7. Dans les 2 ans qui suivent la notification de l'autorisation, le plan de localisation des mesures de bruit est mis à jour et transmis au service d'inspection des installations classées, après avis des membres de la CLCS.

Article 5.2.2 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsque l'installation est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 19 h, sauf samedis, dimanches et jours fériés |
|--|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 6 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) |

Article 5.2.3 – Niveaux limites de bruit en limites d'autorisation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PÉRIODES | PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 19h, (sauf samedis, dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|--|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB(A) |

CHAPITRE 5.3 – VIBRATIONS

Article 5.3.1 – Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 5.4 – ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'exploitation ne devra pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles d'avoir une incidence sur le voisinage ou sur la sécurité des tiers à l'extérieur du site.

Titre 6 – Prévention des risques

CHAPITRE 6.1 – SUBSTANCES DANGEREUSES

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Il est interdit de fumer à proximité des stockages de produits dangereux.

CHAPITRE 6.2 – LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.

CHAPITRE 6.3 – PLANS ET CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre de déchets verts, déchets inertes, déchets non dangereux et dangereux ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- La localisation des moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures.

CHAPITRE 6.4 – INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Titre 7 – Conditions d'exploitation

CHAPITRE 7.1 – CARRIÈRES

Article 7.1.1 – Aménagements préliminaires

Article 7.1.1.1 – Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité (raison sociale et adresse),
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- les jours et heures d'ouverture,
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».
- la liste des déchets inertes autorisés

Article 7.1.1.2 – Bornage

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 7.1.1.3 – Déplacement et maintien des chemins communaux

L'exploitation nécessite le déplacement de chemins communaux et notamment des *chemins des Pâtes, de la grande vie et de la Charrière*. L'exploitant est tenu de maintenir les cheminements pédestres (et leurs balisages) et agricoles substitutifs durant les phases d'exploitation de la carrière. L'emplacement des chemins reconstitués sont matérialisés sur le plan de remise en état du site. (Cf.annexe 6,).

Pour des raisons de sécurité, notamment lors des opérations d'abattage d'arbres, l'accès aux chemins pourra être temporairement interdit le temps des travaux.

L'exploitant informera la Commune, qui transmettra aux membres de la commission locale de concertation et de suivi (CLCS), de ces évolutions.

Article 7.1.1.4 – Convoyeur à bande

Dans les meilleurs délais et au plus tard le 1er janvier 2025, après études préalables quant à l'impact de cet aménagement sur le bruit et l'environnement, sera mise en service une bande transporteuse permettant l'évacuation des matériaux alluvionnaires vers les installations de traitement de la société SCMS située à La Motte Servolex.

Article 7.1.1.5 – Travaux préliminaires à l'exploitation

Préalablement à l'exploitation du gisement ou dans les délais précisés, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 7.1.1.1 et 7.1.1.2.

Avant de débiter les travaux d'exploitation, il transmettra aux services de l'inspection des installations classées les justificatifs attestant de la réalisation des travaux prescrits aux articles 7.1.1 et 7.1.2 du présent arrêté.

Article 7.1.2 – Dispositions particulières d'exploitation

Article 7.1.2.1 – Déboisement, Défrichement et décapage des terrains

Est autorisé le défrichement de 16 715 m² de bois situés sur les parcelles ci-après désignées, conformément au plan annexé en annexe 10.1 à cette autorisation. Ce défrichement est lié au projet de renouvellement et d'extension de la carrière exploitée par la SCBL sur la commune du Bourget du Lac. Les défrichements seront effectués durant la première phase d'exploitation (phase 0 – 5 ans).

| COMMUNE | LIEU-DIT | SECTION | N° PARCELLE | SUPERFICIE TOTALE (m ²) | SUPERFICIE DÉFRICHÉE (m ²) |
|-------------------|--------------|---------|-------------|-------------------------------------|--|
| LE-BOURGET-DU-LAC | Côte de veau | OG | 247 | 1230 | 540 |
| LE-BOURGET-DU-LAC | Côte de veau | OG | 248 | 1320 | 1100 |
| LE-BOURGET-DU-LAC | Côte de veau | OG | 253 | 2270 | 1450 |
| LE-BOURGET-DU-LAC | Côte de veau | OG | 254 | 1690 | 1690 |
| LE-BOURGET-DU-LAC | Côte de veau | OG | 255 | 2335 | 2335 |
| LE-BOURGET-DU-LAC | Côte de veau | OG | 256 | 10690 | 9600 |
| TOTAL | | | | | 16 715 m² |

En application de l'article L. 341-6 2 ° du code forestier, le bénéficiaire devra procéder à la remise en état boisé des terrains exploités, pour une surface de 16 715 m², conformément au plan annexé en annexe 10.2 à cette autorisation.

En parallèle de ce reboisement, la SCBL mettra également en place des îlots de vieillissement situés sur les parcelles ci-après et dont la localisation est précisée en annexe 10.3.

| COMMUNE | LIEU-DIT | SECTION | N° PARCELLE | SUPERFICIE TOTALE (m ²) | SUPERFICIE CONCERNÉE PAR L'ÎLOT DE VIEILLISSEMENT (m ²) |
|-------------------|---------------|---------|-------------|-------------------------------------|---|
| LE-BOURGET-DU-LAC | Les Pâtes | OF | 593 | 1450 | 1250 |
| LE-BOURGET-DU-LAC | Les Pâtes | OF | 596 | 3645 | 3500 |
| LE-BOURGET-DU-LAC | Sous Fourneau | OG | 296 | 2800 | 2800 |
| LA-MOTTE-SERVOLEX | Le Fort | OA | 1057 | 13060 | 13060 |
| LA-MOTTE-SERVOLEX | Le Fort | OA | 1069 | 6630 | 6630 |
| TOTAL | | | | | 27 240 m² |

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect de l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction, de compensation d'impact, ainsi que des mesures d'accompagnement et de suivi prévues dans l'étude d'impact jointe au dossier.

Les travaux de défrichement devront être effectués entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre. Ils pourront avoir également lieu jusqu'au 30 novembre sous réserve de la validation préalable d'un écologue.

La présente autorisation de défrichement est accordée sous réserve du droit des tiers et ne dispense en aucun cas du respect des autres réglementations en vigueur.

La présente autorisation de défrichement est valable 15 ans.

La présente autorisation de défrichement fera, par les soins du bénéficiaire, l'objet d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur, ainsi qu'en mairie du Bourget du Lac. Cet affichage aura lieu au moins 15 jours avant le début des opérations de défrichement. Cet affichage sera maintenu en mairie pendant 2 mois, et sur le terrain pendant toute la durée des opérations de défrichement.

Article 71.2.2 – Modalités d'exploitation

L'exploitation sera conduite selon le plan de phasage présenté dans le dossier de demande d'autorisation environnementale unique présentée par la société « Société des Carrières du Bourget du Lac » (SCBL) actualisé. Les plans de phasage sont joints en annexe 3 du présent arrêté.

L'exploitation de la carrière sera conduite suivant la méthode classique des tranches horizontales descendantes avec extraction des matériaux par des engins mécaniques (pelle mécanique ou chargeur). Le principe de l'exploitation mis en œuvre peut s'illustrer de la façon suivante :

- Décapage des matériaux superficiels (terre végétale et terres de découvertes) ;
- Stockage des terres de découverte au droit de la carrière, en attente d'être repris pour les opérations de remise en état du site ;
- Abattage des matériaux par engins mécaniques ;
- Stockage éventuel des matériaux sur le site ;
- Transport des matériaux bruts par camions ou bandes transporteuses, jusqu'aux installations de traitement, localisées en dehors du site, de la Société des Carrières et Matériaux de Savoie de la Motte Servolex et de la société LANGAIN située sur la commune du Bourget du Lac,
- Travaux de remise en état, réalisés de manière coordonnée aux travaux d'extraction, par remblayage partiel grâce aux terres de découvertes et à l'apport de matériaux inertes externes,
- Nivellement des terrains réaménagés à l'aide d'une couche de terre végétale, issue des opérations de décapage.

Article 71.2.3 – Travaux de découverte

La découverte est constituée par les terres impropres à l'exploitation situées au-dessus des matériaux visés par l'extraction. Elle correspond à un recouvrement de terre végétale d'une épaisseur totale de l'ordre de 0,20 mètre en moyenne puis aux stériles correspondant à une formation plus marno-argileuse (Marnes bleues), puis enfin à une épaisseur de stériles argileux.

La hauteur de découverte varie de 6 à 15 mètres, selon les secteurs.

Les matériaux superficiels qui constituent la découverte seront enlevés au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction en fonction du programme d'exploitation. Ces matériaux seront utilisés dans le cadre des opérations de remise en état du site.

La terre végétale sera décapée puis temporairement stockée en périphérie de la zone d'exploitation, sous forme d'un merlon de faible hauteur, afin de conserver l'intégrité de la structure du sol.

Ce stockage sera immédiatement végétalisé à l'aide de graminées et légumineuses rustiques, traçantes qui permettront d'une part de stabiliser le merlon et d'autre part de supprimer le risque d'implantation d'espèces exotiques envahissantes, telles que l'Ambroisie, par un développement rapide.

Les stériles seront également stockés sur le site en attente d'être utilisés pour la remise en état ou directement réemployés dans le cadre de travaux de remise en état qui débiteront dès la première phase quinquennale.

Les terres relictuelles seront conservées jusqu'à la dernière phase d'exploitation et utilisées pour les ultimes travaux de végétalisation.

Le décapage des terres de découverte s'effectuera au moyen d'engins mécaniques.

Le volume maximum estimé de découverte sera de l'ordre de 742 000 m³.

Le plan de gestion des déchets inertes est disponible en annexe 8.

Article 71.2.4 – Extraction

Les travaux d'extraction sont réalisés à sec à l'aide d'engins mécaniques.

L'exploitation et le traitement des matériaux se feront en continu à un rythme de production moyen de 400 000 tonnes par an (500 000 t/an maximum).

L'exploitation sera menée depuis la partie sommitale du versant, avec la réalisation de gradins d'exploitation qui présenteront les caractéristiques suivantes :

- Une hauteur verticale des gradins d'exploitation de 10 mètres présentant une pente de 50° ;
- Des risbermes d'une largeur de 15 mètres en exploitation (5 mètres une fois remis en état) ;
- Une pente intégratrice générale de l'ordre de 38°. Cette pente permet d'assurer la stabilité des gradins durant l'exploitation ;
- Ces gradins sont repoussés progressivement par enfoncement dans le versant afin de permettre la réalisation du talus final.

La cote limite d'exploitation sera maintenue à 280 m NGF.

Article 71.2.5 – Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques (chemins communaux, sentiers pédestres et agricoles,...).

La bordure Ouest au niveau des parcelles F 618 et F 619 est tenue à une distance réduite de 5 mètres en l'attente de la remise en état de cette zone durant le deuxième phase d'exploitation.

Article 71.2.6 – Phasage d'exploitation

Le phasage d'exploitation est reporté sur les plans en annexe 3.

Compte-tenu de la quantité de matériaux disponibles dans l'emprise de la zone d'extraction, de la production moyenne prévue et du temps nécessaire pour terminer la remise en état du site, la demande d'autorisation porte sur une durée de 15 ans.

La progression de l'exploitation s'effectuera en périodes quinquennales, par tranches successives permettant une production moyenne annuelle de 400 000 tonnes de granulats. Cette production pourra aller jusqu'à 500 000 tonnes par an au maximum.

Le phasage de l'exploitation sera réalisé en trois phases quinquennales successives, la dernière étant consacrée à la remise en état du site. Les volumes et le rythme d'exploitation sont reportés dans le tableau ci-dessous :

| Phase | Production moyenne annuelle | Tonnage extrait par phase |
|-----------------------------------|-----------------------------|---------------------------|
| Phase 1 T0*+5 ans | 400 000 t | 2 Mt |
| Phase 2 T0 +5 ans à T0 +10 ans | 400 000 t | 1,6 Mt |
| Phase 3 T0 + 10 ans à T0 + 15 ans | 0 | 0 |
| TOTAL | | 3,6 Mt |

*T0.étant la date de signature du présent arrêté préfectoral d'autorisation

Phase 1 :

La première phase d'exploitation se poursuivra dans la continuité de l'actuelle carrière. L'exploitation se déroulera essentiellement dans la partie Sud de l'actuelle carrière.

Les premiers travaux correspondront au défrichement des boisements sur une emprise de 16 715 m². Les matériaux de découverte seront repoussés vers les limites cadastrales du site pour créer les merlons paysagers, qui seront immédiatement végétalisés. Les matériaux excédentaires seront temporairement stockés sur le carreau de la carrière avant d'être réemployés dans le cadre des opérations de remise en état du site.

L'exploitation du gisement sera réalisée jusqu'à la cote minimale de 280 m NGF. À l'issue de la première phase d'exploitation, le front d'extraction sera composé d'au maximum 6 gradins d'une hauteur unitaire de 10 mètres.

Les opérations de remblayage débuteront dès que possible, à l'extrémité Sud de la carrière.

Phase 2:

L'exploitation se poursuivra dans le secteur Ouest de la carrière et progressera en direction du Nord.

Les opérations de remblayage permettront de restituer 1,9 hectare de zone agricole dans la partie Sud. Ce nouvel espace sera raccordé au carreau d'exploitation par un talus présentant plusieurs gradins (3/2), séparés par des risbermes d'une largeur de 4 mètres. La pente intégratrice de la zone remblayée sera de 24°.

Phase 3 :

Le cas échéant, les ultimes travaux d'exploitation se dérouleront dans la partie Nord du site. Les opérations de remblayage seront finalisées afin de restituer un espace agricole et forestier complémentaire. Les opérations de remise en état seront finalisées.

Article 71.3 – Station de transit

La station de transit sera exclusivement dédiée au stockage et comportera :

- Un stockage de matériaux stériles (environ 9 000 m²) ;
- Un stockage de terre végétale (environ 4 000 m²) ;
- Un stock de matériaux inertes issus des chantiers locaux (10 000 m²).

L'ensemble des matériaux occupera une surface globale maximum de l'ordre de 23 000 m². Le stockage sera réalisé sur une hauteur maximale d'environ 10 mètres sur le carreau d'exploitation. Aucun stockage se sera réalisé sur le plateau à l'exception des merlons paysagers.

Article 71.4 – Remblayage

Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les apports de déchets inertes extérieurs sont autorisés dans les limites fixées à l'article 1.2.5 et dans les conditions fixées au chapitre 7.2 du présent arrêté.

CHAPITRE 7.2 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX OPÉRATIONS DE REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE – ADMISSION DES DÉCHETS INERTES

Article 7.2.1 – Généralités

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les apports de déchets inertes extérieurs sont autorisés dans le cadre des opérations de remblayage relatives à la remise en état finale du site.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte et les déchets inertes utilisés pour le remblayage partiel et la remise en état de la carrière ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Article 7.2.2 – Nature, quantités et provenance des déchets inertes admissibles

Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les volumes de déchets inertes extérieurs sont autorisés dans les limites fixées à l'article 1.2.5.

Ne peuvent être admis que les déchets non dangereux inertes qui respectent les dispositions du présent arrêté. Seuls les déchets mentionnés à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 pourront être admis sur le site de l'installation de stockage.

Les déchets inertes admis sur le site pour les opérations de remblayage proviennent prioritairement des chantiers du département de la Savoie et des départements limitrophes.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets.

Article 7.2.3 – Déchets interdits

Les déchets interdits sur le site sont :

- Les déchets provenant de sites potentiellement contaminés ou d'installations de traitement de terres polluées ;
- Les déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- Les déchets non dangereux non inertes tels que définis à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- Les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- Les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- Les déchets non pelletables ;
- Les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- Les déchets radioactifs ;
- Les matériaux inertes contenant de l'amiante.

Article 7.2.4 – Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets.

Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que la nature des déchets est strictement conforme aux dispositions de l'article 7.2.1 du présent arrêté.

L'exploitant s'assure notamment que ces déchets ne proviennent pas de sites contaminés.

En cas de présomption de contamination des déchets, c'est-à-dire lorsque les déchets proviennent d'un site reconnu contaminé, ou dès lors qu'ils ont été au contact de sources potentiellement polluantes (citernes d'hydrocarbures, activités passées en surface à caractère polluant...), et avant leur arrivée dans la carrière, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en Annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014.

Article 7.2.5 – Document préalable

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- Le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- Le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- L'origine des déchets ;
- Le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03/05/00 ;
- La quantité de déchets concernée.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 7.2.4.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Article 7.2.6 – Contrôles

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Avant d'être poussés en remblayage, les matériaux apportés sur le site doivent être déchargés préalablement dans une zone distincte.

Article 7.2.7 – Conditions d'exploitation

L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets. En lieu et place de ce plan, l'exploitant peut mettre en place un système de géolocalisation des dépôts de déchets inertes.

Un relevé topographique du site doit être réalisé préalablement à l'acceptation des déchets inertes sur site.

L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.

Article 7.2.8 – Accusé-réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu ci-avant par les informations minimales suivantes :

- La quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- La date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Article 7.2.9 – Registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission (sous format électronique) comprenant les éléments visés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 543-43-1 du Code de l'environnement.

Sont notamment consignés pour chaque chargement de déchets présenté :

- La date de réception ;
- La date de l'accusé d'acceptation des déchets ;
- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets ;
- Le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du Code de l'environnement,
- Le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets,
- La quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- Le résultat du contrôle visuel et olfactif et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- En cas de remblayage avec les déchets admis, la localisation du stockage des déchets admis sur le plan de suivi du remblayage ;
- Le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Titre 8 – Dérogation à la protection des espèces protégées

Le bénéficiaire, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, doivent dans ce cadre respecter les engagements en faveur de la faune et de la flore détaillés ci-dessous, issus du dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Les annexes 11.1 à 11.4 précisent et localisent les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement.

CHAPITRE 8.1 – MESURES D'ÉVITEMENT

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures d'évitement ci-dessous.

Article 8.1.1 – E1 : Évitement en phase de conception du projet

Un boisement à enjeux écologiques élevés, situé au sud de la carrière et d'une surface d'environ un hectare, est évité par le projet d'extension de la carrière.

Ce secteur préservé figure en annexe 11.1.

CHAPITRE 8.2 – MESURES DE RÉDUCTION

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures de réduction ci-dessous.

Article 8.2.1 – R1 : Prévention et éradication des espèces végétales exotiques envahissantes

Des mesures préventives et curatives précoces adaptées permettant d'empêcher la propagation des espèces végétales invasives sont mises en œuvre pendant toute la durée d'exploitation et de remise en état finale de la carrière à l'issue de l'exploitation. Tout usage de produits chimiques est proscrit. Les stations d'espèces invasives identifiées sur le périmètre de la carrière sont éradiquées puis évacuées en centre de traitement agréé. Tout nouveau foyer éventuel de plante invasive apparaissant en phase d'exploitation est éliminé par les moyens adaptés selon la plante. Les rémanents sont gérés par les moyens adaptés garantissant l'absence de dissémination.

En outre, l'ensemble des terrains remis en état est immédiatement végétalisé avec des semences locales compétitives. En cas d'introduction de terres végétales sur le site, dans le cadre de la remise en état, un contrôle de leur provenance et de l'absence de fragments d'espèces envahissantes est réalisé pour pouvoir être admises.

Les stations d'espèces végétales exotiques envahissantes détectées lors de l'état initial figurent en annexe 11.2.

Article 8.2.2 – R2 : Gestion écologique temporaire des habitats dans le périmètre autorisé

Une gestion temporaire, à l'avancement de l'exploitation de la carrière, est mise en place en faveur de la biodiversité. Pour ce faire, un plan de gestion écologique est réalisé dans un délai de 6 mois suivant la signature du présent arrêté. Les mesures de gestion intègrent les actions suivantes :

- gestion des zones non exploitées lors de chaque phase quinquennale pour maintenir et améliorer le cas échéant l'état de conservation de chaque habitat ;

- gestion des talus d'exploitation temporaires en milieux semi-ouverts (prairies fleuries, espèces locales et patrimoniales, etc.) ;
- fauche et débroussaillage tardif (entre août et novembre) des zones non exploitées et des zones remises en état, avec 20 % de milieux non entretenus durant 2 à 3 ans (zones refuges pour la faune) ;
- suivis écologiques (voir mesure MS1).

La gestion écologique temporaire peut être résumée pour chaque phase d'exploitation de la carrière, de la manière suivante :

| Phase concernée | Phase 1 | Phase 2 | Phase 3 |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Gestion des zones non exploitées | 24 650 m ² | 0 m ² | 0 m ² |
| Gestion des zones décapées | 9 750 m ² | 0 m ² | 0 m ² |
| Gestion des zones remises en état | 17 000 m ² | 36 900 m ² | 63 675 m ² |

La localisation de chaque zone concernée par la gestion écologique temporaire figure en annexe 11.2.

Article 8.2.3 – R3 : Adaptation du calendrier des travaux en phase d'exploitation

Les travaux de défrichement, déboisement et de débroussaillage ont lieu entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre. Ils peuvent également avoir lieu jusqu'au 30 novembre sous réserve de la validation préalable d'un écologue attestant l'absence d'individus d'espèces entrés en hibernation ou en léthargie.

Les travaux de décapage ont lieu entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} mars.

Ces périodes d'intervention permettent d'éviter les phases de reproduction et d'hibernation des espèces animales protégées.

De manière générale, les travaux de défrichement ont lieu du centre vers la périphérie afin de laisser la possibilité à la faune de s'enfuir.

Article 8.2.4 – R4 : Gestion du bassin de décantation des eaux pluviales et création d'aménagements spécifiques complémentaires favorables aux amphibiens et reptiles

Le bassin de décantation fait l'objet d'un protocole spécifique en faveur des amphibiens susceptibles de l'utiliser comme habitat de reproduction. Ce protocole comprend a minima les étapes suivantes :

- création du nouveau bassin, au début du printemps, avant le curage ou l'abandon du bassin en cours d'utilisation ;
- mise en eau du bassin créé ;
- création éventuelle d'une connexion hydraulique entre le bassin nouvellement créé et le bassin précédemment utilisé pour favoriser le déplacement naturel des amphibiens ;
- abandon de l'ancien bassin et conversion en mare pour les amphibiens.

Les mares créées successivement au cours de l'exploitation de la carrière présentent des tailles et des profondeurs variables afin d'offrir une large gamme d'habitats pour les différentes espèces d'amphibiens présents dans la carrière.

7 mares complémentaires sont créées selon les caractéristiques suivantes : superficie en eau de 5 à 10 m² ; profondeur en eau de 30 cm environ ; berges en pente douce (<30%) et très douce (5%) ; étanchéité à base d'argile ; couverture par galets ou amas de bois mort.

Ces mares sont créées à l'automne ou en hiver, hors période de reproduction des amphibiens.

L'ensemble des mares fait l'objet d'un entretien régulier pendant toute la durée d'exploitation et de remise en état finale de la carrière.

En complément, des pierriers, murets et tas de bois sont disposés près des mares en faveur des reptiles.

L'ensemble des aménagements en faveur des amphibiens et des reptiles figure en annexe 11.2.

En outre, au sein de l'emprise de la carrière et lors du suivi des travaux en phase d'exploitation, les secteurs et éléments constituant des pièges à faune sont repérés. Divers traitements sont alors entrepris :

- les points d'eau temporaires correspondant à de légères dépressions topographiques (flaques), causées par les travaux de terrassement, sont systématiquement comblés dès leur formation. Si des amphibiens ont déjà colonisé ces points d'eau temporaires, ils sont comblés en période d'assec prolongé ou à la fin de l'été (absence d'individus en reproduction) afin de ne plus constituer de pièges à amphibiens l'année suivante ;
- les éléments creux présents sur le chantier sont obturés ;
- les trous ou tranchées sont protégés d'un filet anti-intrusions pour les amphibiens et reptiles.

Article 8.2.5 – R5 : Opération de reboisement de la carrière

9,5 ha de boisements sont recréés au terme de la remise en état de la carrière, selon l'échéancier suivant :

| Phase quinquennale | 1 | 2 | 3 | Fin d'exploitation | TOTAL |
|--------------------|--------|------|--------|--------------------|--------|
| Boisement recréé | 1,8 ha | 2 ha | 2,7 ha | 3 ha | 9,5 ha |

Pour ce faire, une épaisseur suffisante de terre végétale est déposée sur les terrains anciennement exploités (au moins 15 à 25 cm). La terre végétale provient prioritairement des terrains présents initialement et décapés lors de l'exploitation de la carrière. Les plantations d'arbres sont ensuite réalisées, de préférence à l'automne. Des essences locales sont choisies, dont le Chêne sessile, le Châtaigner, le Charme et le Hêtre.

Ces boisements sont implantés de manière à compléter et améliorer les corridors écologiques locaux. Ils participent à la restauration du corridor écologique « Massif de l'Epine – Massif des Bauges » identifié dans le SRADDET.

L'implantation des boisements recréés figure en annexe 11.2.

Article 8.2.6 – R6 : Balisage des zones d'exploitation

La zone d'exploitation de la carrière fait l'objet d'un balisage préventif.

Les milieux sensibles (habitats d'espèces protégées, flore patrimoniale, arbres remarquables, etc.) évités par le projet ainsi que les zones non exploitées ou remises en état font l'objet d'une mise en défens afin de garantir leur préservation vis-à-vis des activités liées à l'extraction de la carrière. Cette mise en défens, matérialisée à l'aide d'un dispositif durable, est maintenue et entretenue durant toute la phase d'exploitation de la carrière.

Toutefois, dans le cadre du phasage d'exploitation de la carrière, l'implantation du balisage préventif et des dispositifs de protection évolue périodiquement.

Un écologue réalise un passage annuel pour vérifier le maintien du balisage et des dispositifs de protection et ajuster leur position par rapport à l'avancement de l'exploitation de la carrière.

Article 8.2.7 – R7 : Plantation de haies

Des haies sont plantées sur un linéaire total d'au moins 2030 mètres. Elles sont positionnées sur le plateau de la Serraz en bordure du chemin communal (2x750 ml), en périphérie des mares recréées (250 ml) et au niveau de l'accès nord (280 ml). La plantation s'effectue selon l'échéancier suivant :

| Phase quinquennale | 1 | 2 | 3 | Fin d'exploitation |
|--------------------|---|---|---|--------------------|
|--------------------|---|---|---|--------------------|

| | | | | |
|--------------|--------|--------|---------|---|
| Haie plantée | 280 ml | 500 ml | 1250 ml | / |
|--------------|--------|--------|---------|---|

D'une largeur minimale de 2 m, elles sont composées de 2 rangs et sont pluristratifiées avec des essences locales telles que :

- pour les arbres : Chêne pubescent, Chêne sessile, Hêtre, Érable plane, Érable champêtre, Érable sycomore, Charme, Merisier, Châtaigner ;
- pour les arbustes : Noisetier, Sureau noir, Sureau de montagne, Nerprun purgatif, Aubépine monogyne, Fusain d'Europe, Prunellier, Troène, Cornouiller sanguin.

Les plants sont disposés en quinconce, à une distance minimale de 80 cm les uns des autres. Une essence arbustive haute s'intercale tous les 10 mètres minima.

Un entretien biennal est réalisé à l'automne si besoin.

Ces haies sont implantées de manière à compléter et améliorer les corridors écologiques locaux. Elles participent à la restauration du corridor écologique « Massif de l'Épine – Massif des Bauges » identifié dans le SRADDET.

L'implantation des haies figure en annexe 11.2.

Article 8.2.8 – R9 : Préservation des sols

Lors de la remise en état de la carrière, le sol est remis en état et travaillé avec des méthodes écologiques pour reconstituer des prairies favorables à la biodiversité. Elles font l'objet, en cas de besoin, d'une mise en défens temporaire vis-à-vis de la grande faune jusqu'à ce que le couvert herbacé se développe suffisamment pour pouvoir supporter le piétinement et l'abroustissement des animaux.

CHAPITRE 8.3 – MESURES DE COMPENSATION

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures de compensation ci-dessous, localisées en annexe 11.3.

Article 8.3.1 – C1 : Mise en sénescence de boisements

10,3 hectares de boisements sont mis en sénescence pour une durée minimale de 45 ans, c'est-à-dire qu'ils ne font l'objet d'aucune exploitation forestière ou d'aucun défrichement durant cette période. Parmi ces boisements, un premier îlot de sénescence de 2 ha est la propriété du bénéficiaire et trois autres îlots d'une emprise cumulée de 8,3 ha font l'objet d'une contractualisation, au plus tard le 30 novembre 2023, dont la copie est à transmettre au pôle PME de la DREAL.

Les sites compensatoires concernés correspondent à des boisements situés sur les communes du Bourget-du-Lac et de la Motte-Servolex :

– les boisements sous propriété du bénéficiaire correspondent aux parcelles cadastrales suivantes : F 593, F 596, G 296, A 1057, A 1069. Leur localisation figure en annexe 11.3.

– les boisements à contractualiser correspondent à des parcelles restant à valider auprès des propriétaires. Leurs localisations figureront en annexe d'un arrêté complémentaire.

L'ensemble des parcelles concernées fait l'objet d'une matérialisation sur le terrain à l'aide de jalons et d'affiches implantées régulièrement. Ces affiches indiquent que le boisement est laissé en libre évolution.

Cette mesure est mise en œuvre au plus tard le 31 décembre 2023.

Article 8.3.2 – C2 : Création d'une plage de graviers de 4 500 m² en faveur du Petit Gravelot à l'issue de l'exploitation de la carrière

Afin de pérenniser l'habitat du Petit Gravelot à l'issue de l'exploitation de la carrière, une plage de graviers est aménagée dans le cadre de la remise en état de la carrière. Cette zone est composée de graviers non calibrés de l'ordre de 20 cm disposés en fond de fouille.

La plage de graviers créée, d'une emprise minimale de 4 500 m², est disposée à proximité du réseau de mares, sur les parcelles cadastrales en partie F 637, 638, 639, 643, 644, 645. Sa localisation figure en annexe 11.3.

Cette mesure est mise en œuvre lors de la phase 3 d'exploitation de la carrière.

Article 8.3.3 – C3 : Création et gestion d'une prairie de fauche de 1,8 ha lors de l'activité de la carrière

Dans le cadre de la remise en état progressive de la carrière, une prairie à vocation écologique d'une surface de 1,8 ha est semée.

Le semis est réalisé à partir de graminées et légumineuses rustiques, labellisées « végétal local ».

Aucun intrant n'est permis sur cette prairie. Des amendements humiques (paillis, compost, fumiers, engrais verts...) sont privilégiés en cas de besoin.

Une fauche annuelle tardive a lieu (après le 1^{er} septembre). Les résidus de fauche sont laissés sur place les deux ou trois premières années afin d'enrichir le sol puis exportés systématiquement ensuite. La fauche s'effectue de manière centrifuge.

Une notice de gestion reprenant ces principales mesures est établie pour une durée de 30 ans, à compter de la création de la prairie. Il est soumis à la validation préalable du pôle PME de la DREAL.

Cette mesure est mise en œuvre à partir de la quatrième année d'exploitation de la carrière (phase 1) et se termine au plus tard avant la destruction des prairies situées au nord-ouest de la carrière, afin d'éviter toute perte intermédiaire de biodiversité.

L'implantation de la prairie, sur la parcelle cadastrale en partie F 616, 617, 618, G 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, figure en annexe 11.3.

Article 8.3.4 – C4 : Restitution et gestion de 8 ha de prairies à l'issue de l'exploitation de la carrière

Dans la zone Est de la carrière ré-aménagée, 8 ha de prairies à vocation écologique sont plantées.

Le semis est réalisé à partir de graminées et légumineuses rustiques, labellisées « végétal local ».

Aucun intrant n'est permis sur cette prairie. Des amendements humiques (paillis, compost, fumiers, engrais verts...) sont privilégiés en cas de besoin.

Une bande non fauchée de 2 mètres est maintenue en périphérie des mares, de la plage de graviers et des aménagements pour les reptiles. Un débroussaillage ponctuel est possible à l'automne en cas de colonisation des ligneux.

Un plan de gestion reprenant ces principales mesures est établi pour une durée de 30 ans, à compter de la création des prairies. Il est soumis à la validation préalable du pôle PME de la DREAL.

Cette mesure est mise en œuvre à l'issue de l'exploitation, lors de la remise en état finale de la carrière.

La localisation de la mesure, sur la parcelle cadastrale en partie F 589, 598, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 631, 632, 633, 635, 636, 637, 638, 639, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 660, 661, 743, 744, 745, 746, 787, 790, 791, 916, 917, figure en annexe 11.3.

Article 8.3.5 – C5 : Restitution et mise en sénescence de 1,4 ha de boisements à l'issue de l'exploitation de la carrière

Parmi les boisements replantés au sein de la carrière dans le cadre de sa remise en état, un îlot de sénescence d'une surface de 1,4 ha est créé sans limite de durée.

Les parcelles concernées font l'objet d'une matérialisation sur le terrain à l'aide de jalons et d'affiches implantées régulièrement. Ces affiches indiquent que le boisement est laissé en libre évolution. Aucune clôture n'est implantée.

Cette mesure est entièrement mise en œuvre à l'issue de l'exploitation, lors de la remise en état finale de la carrière.

Son implantation concerne les parcelles cadastrales n° F 623, 624, 628, 629, 630, 1255 et 1257. Sa localisation figure en annexe 11.3.

CHAPITRE 8.4 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Le bénéficiaire met en œuvre la mesure d'accompagnement suivante.

Article 8.4.1 – A1 : Installation d'abris et de gîtes artificiels pour la faune

20 gîtes artificiels en faveur des chauves-souris et 10 nichoirs à oiseaux sont installés pour créer des habitats de report favorables à un maximum d'espèces. Les gîtes à chiroptères sont installés dans les 12 mois suivants la signature de l'arrêté dans les boisements mis en sénescence et au sein du boisement évité au sud de la carrière. Les nichoirs à oiseaux sont disposés à l'avancement des opérations de remise en état, au sein des plantations d'arbres (boisements et haies).

Ils sont entretenus pendant toute la durée d'exploitation et de la remise en état finale de la carrière.

Leur implantation de principe figure en annexe 11.4. L'écologue décide des emplacements exacts des gîtes et des nichoirs pour optimiser leur succès, en se basant notamment sur les retours d'expérience dont il dispose.

CHAPITRE 8.5 – SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES

Les suivis permettent de vérifier la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement. Ils sont effectués par des écologues indépendants qui effectuent des passages sur site dès que cela est nécessaire. Ils permettent de proposer aux services instructeurs, le cas échéant, les actions correctrices qui seraient nécessaires.

Les protocoles de suivis sont adaptés à chacun des sites en fonction des espèces présentes. Ils doivent être reproductibles.

L'ensemble des suivis donne lieu à des bilans annuels relatant l'état d'avancement de la mise en place des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement au regard des obligations et délais prévus à l'arrêté, transmis au plus tard le 31 janvier suivant l'année concernée à l'adresse suivante :

Le service en charge de la préservation des milieux et des espèces

DREAL Auvergne Rhône-Alpes – Service EHN (Eau Hydroélectricité et Nature)

Pôle PME (Préservation des Milieux et des Espèces)

Adresse postale : DREAL Auvergne Rhône-Alpes, EHN - 69 453 LYON CEDEX 06

mel : pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr

Article 8.5.1 – S1 : Suivi écologique de la carrière en phase d'activité et à l'issue de sa remise en état

Un suivi écologique est réalisé sur l'ensemble des parcelles de la carrière pour vérifier le maintien des habitats et espèces protégées d'une part, et s'assurer de la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction figurant ci-dessus d'autre part.

Le suivi consiste à inventorier les groupes d'espèces selon des protocoles similaires à ceux employés dans l'étude d'impact afin de pouvoir comparer et interpréter les résultats obtenus lors de ce suivi. Il porte sur la première période (activité de la carrière) aux échéances suivantes (N étant l'année de poursuite de l'activité de la carrière pour 15 ans) :

- tous les ans (N+1, N+2,..., N+15) pour le Sonneur à ventre jaune, et plus généralement les amphibiens ;
- tous les ans (N+1, N+2,..., N+15) pour les espèces végétales exotiques envahissantes ;
- aux années N+1, N+5, N+10 et N+15 pour les habitats naturels, la flore, les mammifères (y compris les chiroptères), les oiseaux, les reptiles et les insectes.

Il est prolongé sur une seconde période, à l'issue de la remise en état de la carrière, aux échéances suivantes (N étant l'année de fin de remise en état) :

- aux années N+5, N+10, N+15, N+20 et N+30 pour le Sonneur à ventre jaune et les reptiles. Les mares et habitats créés en faveur de l'herpétofaune font l'objet d'un entretien le cas échéant afin qu'ils restent fonctionnels pour les espèces à terme ;
- aux années N+1, N+3, N+5 et N+10 pour les espèces végétales exotiques envahissantes.

En outre, une mission de conseil et d'assistance écologique est effectuée auprès du bénéficiaire et de ses mandataires. Elle consiste notamment à définir les bonnes pratiques à adopter (notamment sur les emprises décapées, l'entretien des pistes, le balisage, etc.), à répondre de manière pragmatique aux impondérables de chantier, à réaliser des ajustements pour améliorer l'efficacité des dispositifs, etc.

Article 8.5.2 – S2 : Suivi écologique spécifique du marais de la Serraz

Le marais de la Serraz, évité par le projet, fait l'objet d'un suivi écologique pour vérifier l'absence d'impacts indirects de la part de la carrière située à 20 mètres.

Le suivi consiste à inventorier les groupes d'espèces selon des protocoles similaires à ceux employés dans l'étude d'impact afin de pouvoir comparer et interpréter les résultats obtenus lors de ce suivi. Un relevé mensuel du niveau d'eau a également lieu. Ce suivi porte sur une durée de 15 ans aux échéances suivantes : N+3, N+6, N+8, N+10, N+12, N+14 et N+15 (N étant l'année de poursuite de l'activité de la carrière). Les résultats sont tenus à la disposition des services de l'État, du Comité Intercommunaire pour l'Assainissement du Lac du Bourget (CISALB) et du Conservatoire des Espaces Naturels (CEN).

Article 8.5.3 – S3 : Suivi écologique spécifique du ruisseau des Combes

Le ruisseau des Combes, évité par le projet, fait l'objet d'un suivi des matières en suspension pour vérifier l'absence d'impacts indirects de la carrière située en amont immédiat.

Deux stations sont implantées au droit du cours d'eau, une en amont hydraulique de la carrière, l'autre en aval. Des prélèvements d'eau sont réalisés et analysés sur une durée de 15 ans tous les 2 ans : N+1, N+3,..., N+15 (N étant l'année de poursuite de l'activité de la carrière).

Article 8.5.4 – S4 : Suivi écologique des mesures compensatoires

Chaque mesure compensatoire fait l'objet d'un suivi dédié au sein duquel des indicateurs d'efficacité pertinents sont définis et étudiés sur l'ensemble de leur durée de mise en œuvre. Des zones témoins sont définies et suivies pour comparer et interpréter les résultats obtenus. Ces indicateurs et sites témoins font l'objet d'une validation par la DREAL lors de la première année de suivi.

Les échéances de suivi associées à chaque mesure compensatoire figurent dans le tableau suivant :

| Mesure suivie | Taxons concernés | Années de suivi (N étant l'année de mise en œuvre de la mesure compensatoire) |
|---------------|--|---|
| MC1 | A minima : Oiseaux forestiers, Chiroptères | N+1, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30, N+35, N+40, N+45 |
| MC2 | Petit Gravelot | N, N+2, N+4, N+6, N+8, N+10, N+15, N+20, N+30 |
| MC3 | A minima : Oiseaux prairiaux, insectes | N, N+3, N+5, N+7, N+10, N+15, N+20, N+30 |
| MC4 | A minima : Oiseaux prairiaux, insectes | N, N+3, N+5, N+7, N+10, N+15, N+20, N+30 |
| MC5 | A minima : Oiseaux forestiers, Chiroptères | N, N+5, N+10, N+15, N+20, N+30, N+45 |

Article 8.5.5 – Transmission des données et publicités des résultats

Les mesures de compensation sont géolocalisées et, conformément à l'article 69 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, sont mises à disposition du public au travers d'une plateforme dédiée. Le maître d'ouvrage fournit aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de cet outil par ces services dans un délai de 3 mois suivant la délivrance de l'autorisation. Le maître d'ouvrage fournit, a minima, les données vectorielles des mesures compensatoires. Il peut également joindre les données relatives aux mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement. Ces données sont projetées dans le système de coordonnées de référence RGF93 (Lambert-93) et doivent être compatibles avec la bibliothèque GDAL/OGR (préférentiellement les formats ESRI Shapefile ou MapInfo). Elles sont conformes aux données présentées dans le dossier d'autorisation et ses éventuels avenants. Les différentes entités vectorielles (polygones, polygones et points) se voient affecter, a minima, les champs id (nombre entier réel 64 bits) et nom (texte de caractères). La donnée attributaire du champ nom d'une entité correspond à l'intitulé de la mesure telle que décrite dans le présent arrêté.

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) via le téléservice dédié au dépôt légal des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

Les résultats des suivis sont rendus publics, le cas échéant via le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes. Ils participent à l'amélioration des évaluations d'impacts et permettent un retour d'expérience pour d'autres projets.

Article 8.5.6 – Mesures correctives complémentaires

Si les suivis prévus au chapitre 8.5 mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires qui sont soumises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes pour validation. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, conformément aux dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement.

Article 8.5.7 – Présentation de l'arrêté d'autorisation

Le bénéficiaire ou son représentant doit être porteur du présent arrêté lors des opérations citées au présent Titre et il est tenu de le présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

Titre 9 – Remise en état et garanties financières

CHAPITRE 9.1 – REMISE EN ÉTAT

La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation complété.

Les terrains concernés par le projet de carrière sont actuellement occupés par des boisements et des parcelles agricoles. Par ailleurs, l'environnement périphérique présente une vocation essentiellement agricole et naturelle. Une remise en état à vocation écologique et agricole sera donc mise en œuvre à l'issue de l'exploitation.

Le réaménagement de la carrière prévoit, par le remblayage du carreau d'obtenir une côte finale des terrains de :

- 284 m NGF en « fond de fouille »,
- 295 m NGF en pied de talus,
- 339 m NGF (TN) sur le plateau.

Un plan schématisant la remise en état est annexé au projet d'arrêté en annexe 9.2.

CHAPITRE 9.2 – GARANTIES FINANCIÈRES

Article 9.2.1 – Objet des garanties financières

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 9.2.2 ci-dessous, afin d'assurer :

- la remise en état du site après exploitation ;
- la surveillance du site ;
- l'intervention en cas d'accident ou de pollution.

Article 9.2.2 – Montant des garanties financières

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

L'exploitation et la remise en état sont fixées selon les schémas d'exploitation et de remise en état figurant en annexes 3 et 9.

Le montant de références des garanties financières (C_R) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des 3 périodes quinquennales en mode d'exploitation normal est :

| Phase | Montant des garanties financières |
|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Phase 1 T0*+5 ans | 744 092,00 € |
| Phase 2 T0 +5 ans à T0 +10 ans | 678 214,00 € |
| Phase 3 T0 + 10 ans à T0 + 15 ans | 759 714,00 € |

Les schémas d'exploitation et de remise en état en annexe présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Au mois de février 2022, le dernier indice TP01 connu, base 2010, s'établissait à 118,8 (Indice novembre 2021 publié au Journal Officiel le 18 février

2022), soit une valeur corrigée de 776,3 en utilisant le coefficient de raccordement fourni par l'INSEE (6,5345).

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle adéquat annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La commercialisation des produits finis et la remise en état finale du site sont achevées à la date d'expiration de l'autorisation.

Article 9.2.3 – Établissement des garanties financières

Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 9.2.4 – Renouvellement des garanties financières

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 9.2.5 – Actualisation des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article 9.2.6 – Modification du montant des garanties financières

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 9.2.7 – Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 9.2.8 – Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour la remise en état du site.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières dans les cas de figures ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 9.2.9 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du Code de l'Environnement.

Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans un délai de deux mois suivant la transmission de l'attestation (prévue au III de l'article R. 512-39-3 susvisé) relative à la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation (prévu au I de l'article susvisé) ou, le cas échéant, de la prise de l'arrêté prévu au IV de l'article susvisé, la cessation d'activité est réputée achevée.

En application de l'article R516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 9.3 – CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 9.3.1 – Notification de la cessation d'activité et mise en sécurité

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, outre l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : remise en état à vocation écologique, naturelle et paysagère.

Lorsqu'une carrière est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

- L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- Des interdictions ou limitations d'accès ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Le cas échéant, la notification de cessation d'activité prévue inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Article 9.3.2 – Réhabilitation du site et mémoire de cessation d'activité

La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant un usage futur du site déterminé, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

1. L'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus

pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire de réhabilitation, est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise fournissant, le cas échéant, l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution du sol, des eaux souterraines ou des eaux superficielles et que l'exposition des populations sur ou à proximité du site ne peut être exclue, l'exploitant transmet copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'Agence régionale de santé et en informe le préfet.

2. Lorsqu'elle a été destinataire du mémoire de réhabilitation, l'Agence régionale de santé dispose de quarante-cinq jours à compter de la réception du mémoire pour faire part au préfet de ses observations éventuelles. Au vu notamment du mémoire de réhabilitation de l'attestation prévue au présent et, le cas échéant, des observations de l'Agence régionale de santé, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux de réhabilitation, les mesures de surveillance des milieux et les restrictions d'usages nécessaires pendant la durée desdits travaux. Ces prescriptions sont fixées compte tenu du ou des usages déterminés et de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables au regard d'un bilan des coûts et des avantages.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-4, le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au 1 vaut accord sur les travaux et les mesures de surveillance des milieux proposés par l'exploitant. Pendant ce délai, le préfet peut demander des éléments complémentaires d'appréciation par décision motivée. Le délai est alors suspendu jusqu'à réception de ces éléments.

3. Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés.

L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.

L'entreprise fournissant l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au 1 ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut pas être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux.

4. Le préfet arrête, s'il y a lieu, les mesures de surveillance des milieux nécessaires ainsi que les modalités de conservation de la mémoire et les restrictions d'usages.

5. Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans le délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation prévue au 3 ou, le cas échéant, de la prise de l'arrêté prévu au 4, la cessation d'activité est réputée achevée.

Titre 10 – Délais et voies de recours-Publicité-Exécution

CHAPITRE 10.1 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en application de l'article L.181-17 du code de l'environnement.

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, il ne peut être déféré qu'auprès du Tribunal administratif de Grenoble :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour auquel la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication sur le site internet des services de l'État en Savoie.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux points 1 et 2 ci-dessus.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 10.2 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

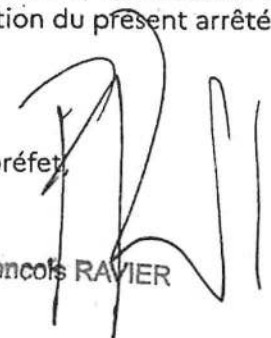
4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société SCBL.

CHAPITRE 10.3 – EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Savoie, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL) en charge de l'Inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté

Le préfet,


François RAVIER



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques (SCPP)

**Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement**



PREFECTURE DE LA SAVOIE
Vu, pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du **25 OCT 2023**
Le PRÉFET,
François FAVIERE

**ANNEXE à l'arrêté préfectoral n°ICPE-2023-66
portant autorisation pour le renouvellement et l'extension de l'exploitation d'une carrière de
sables et graviers**

Société des Carrières du Bourget du Lac (SCBL)

Commune du Bourget du Lac

ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAU DES PARCELLES CONCERNÉES PAR L'AUTORISATION

ANNEXE 2 : PÉRIMÈTRE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

ANNEXE 3 : PLANS DE PHASAGE

ANNEXE 4 : LOCALISATION DU DISPOSITIF DES SUIVIS DE POUSSIÈRES

**ANNEXE 5 : LOCALISATION DES POINTS DE MESURE DE LA QUALITÉ DES EAUX
SUPERFICIELLES**

ANNEXE 6 : LOCALISATION DES CHEMINS COMMUNAUX

ANNEXE 7 : LOCALISATION DES POINTS DE MESURE DE BRUIT

ANNEXE 8 : PLAN DE GESTION DES DECHETS INERTES (FICHE DE SYNTHÈSE)

ANNEXE 9 : REMISE EN ÉTAT

ANNEXE 10 : PLANS RELATIFS A L'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

ANNEXE 11 : DÉROGATION À LA PROTECTION DES ESPÈCES PROTÉGÉES

ANNEXE 1 : TABLEAU DES PARCELLES CONCERNÉES PAR L'AUTORISATION

| COMMUNE CODE POSTAL | SECTION DE LA PARCELLE | NUMERO DE PARCELLE | SUPERFICIE DE LA PARCELLE EN M2 | EMPRISE DU PROJET SUR LA PARCELLE EN M2 |
|--------------------------------|---------------------------|-----------------------|---------------------------------------|--|
| Le bourget du lac 73370 | F | 589 pp | 5 335 | 2 826 |
| | F | 592 pp | 2 200 | 450 |
| | F | 597 à 604 | 25 480 | 25 480 |
| | F | 605 à 617 | 28 413 | 28 413 |
| | F | 618 pp | 4 435 | 3 380 |
| | F | 619 et 620 | 7 670 | 7 670 |
| | F | 621 à 624 | 10 015 | 10 015 |
| | F | 628 | 2 050 | 2 050 |
| | F | 629 | 4 560 | 4 560 |
| | F | 630 | 2 930 | 2 930 |
| | F | 631 à 633 | 2 660 | 2 660 |
| | F | 635 à 639 | 10 815 | 10 815 |
| | F | 641 à 655 | 25 425 | 25 425 |
| | F | 656 | 1 090 | 1 090 |
| | F | 657 à 661 | 11 965 | 11 965 |
| | F | 663 à 674 | 38 868 | 38 868 |
| | F | 682 | 6 320 | 6 320 |
| | F | 683 | 1 890 | 1 890 |
| | F | 684 | 6 105 | 6 105 |
| | F | 685 | 2 020 | 2 020 |
| | F | 686 | 3 440 | 3 440 |
| | F | 695 pp | 8 680 | 2 290 |
| | F | 703 pp | 5 305 | 1 850 |
| | F | 704 pp | 595 | 190 |
| | F | 705 pp | 945 | 310 |
| | F | 706 pp | 1 125 | 350 |
| | F | 707 pp | 760 | 220 |
| | F | 708 pp | 1 945 | 510 |
| | F | 709 pp | 1 550 | 410 |
| | F | 710 pp | 800 | 200 |
| | F | 711 pp | 2 910 | 650 |
| | F | 716 pp | 1 570 | 1 150 |
| | F | 717 | 850 | 850 |
| | F | 743 | 1 005 | 1 005 |
| | F | 744 pp | 3 445 | 170 |
| | F | 745 et 746 | 6 610 | 6 610 |
| | F | 758 pp | 5 893 | 2 350 |
| | F | 760 pp | 4 904 | 2 080 |
| | F | 786 et 787 | 5 250 | 5 250 |
| | F | 790 et 791 | 4 020 | 4 020 |
| | F | 856 et 857 | 8 770 | 8 770 |
| | F | 916 et 917 | 4 000 | 4 000 |

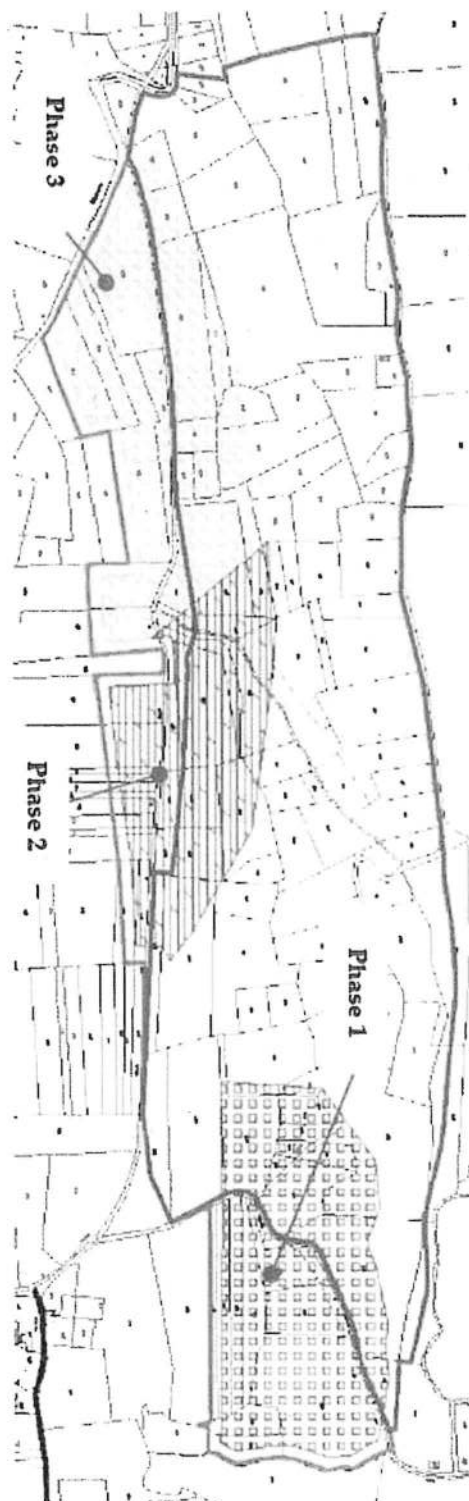
| | | | |
|----------------------------------|-------------|--------|--------|
| F | 922 à 925 | 11 539 | 11 539 |
| F | 1254 à 1256 | 5 110 | 5 110 |
| G | 247 | 1 230 | 1 230 |
| G | 248 | 1 320 | 1 320 |
| G | 250 | 1 035 | 1 035 |
| G | 251 | 2 060 | 2 060 |
| G | 252 | 1 930 | 1 930 |
| G | 253 | 2 270 | 2 270 |
| G | 254 | 1 690 | 1 690 |
| G | 255 | 2 335 | 2 335 |
| G | 256 | 10 690 | 10 690 |
| Chemin des Pates | | 2 045 | 2 045 |
| Chemin rural de la carrière | | 1 920 | 1920 |
| Chemin rural de la Grande Vie | | 3 656 | 3656 |

ANNEXE 2.1 : PLAN PARCELLAIRE

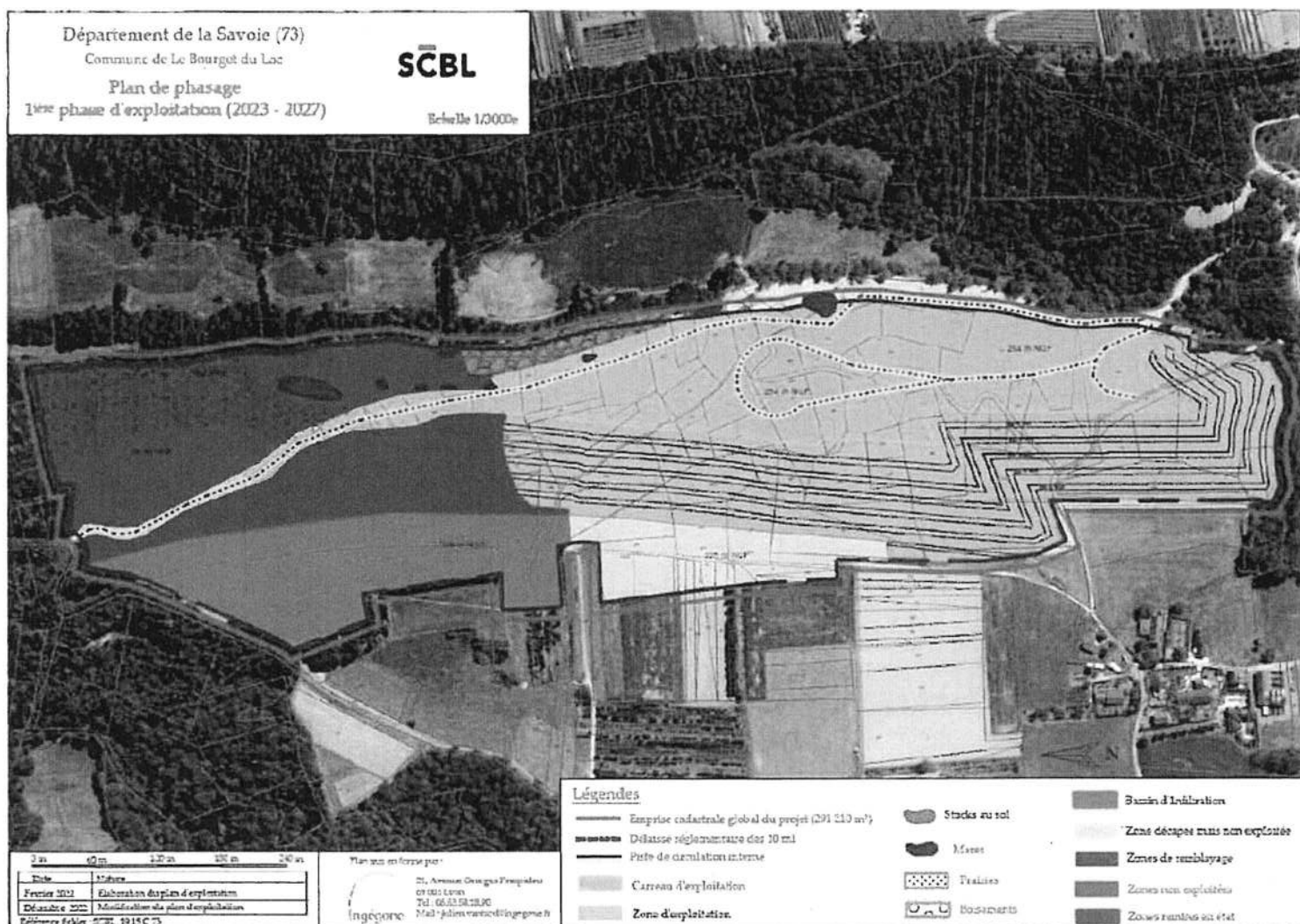


ANNEXE 3 : PLANS DE PHASAGE

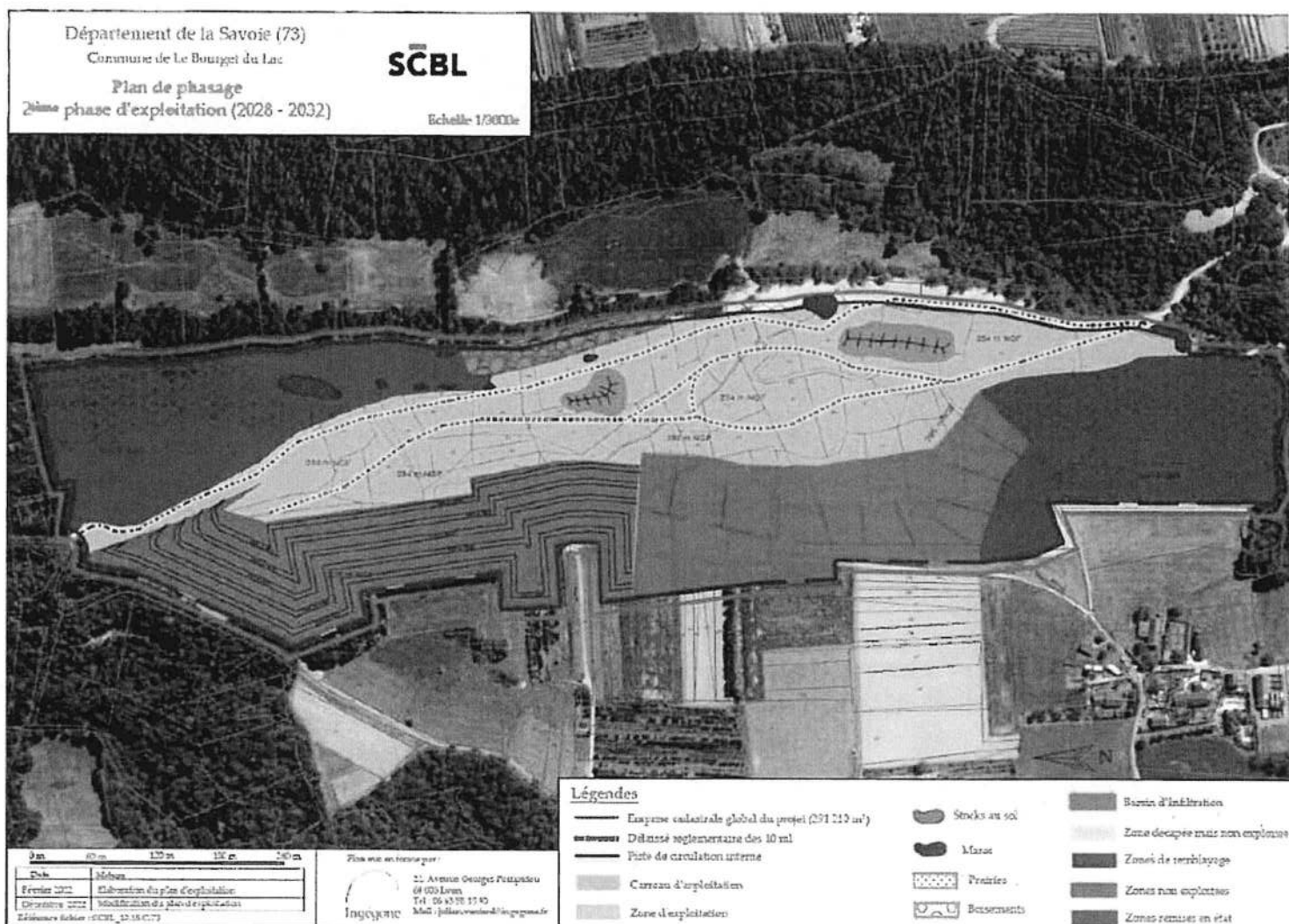
ANNEXE 3.1 : PLAN DE SYNTHÈSE DES PHASES D'EXPLOITATION



ANNEXE 3.2 : PHASE 1 À 5 ANS



ANNEXE 3.3 : PHASE 5 À 10 ANS



ANNEXE 3.4 : PHASE 10 À 15 ANS

Département de la Savoie (73)

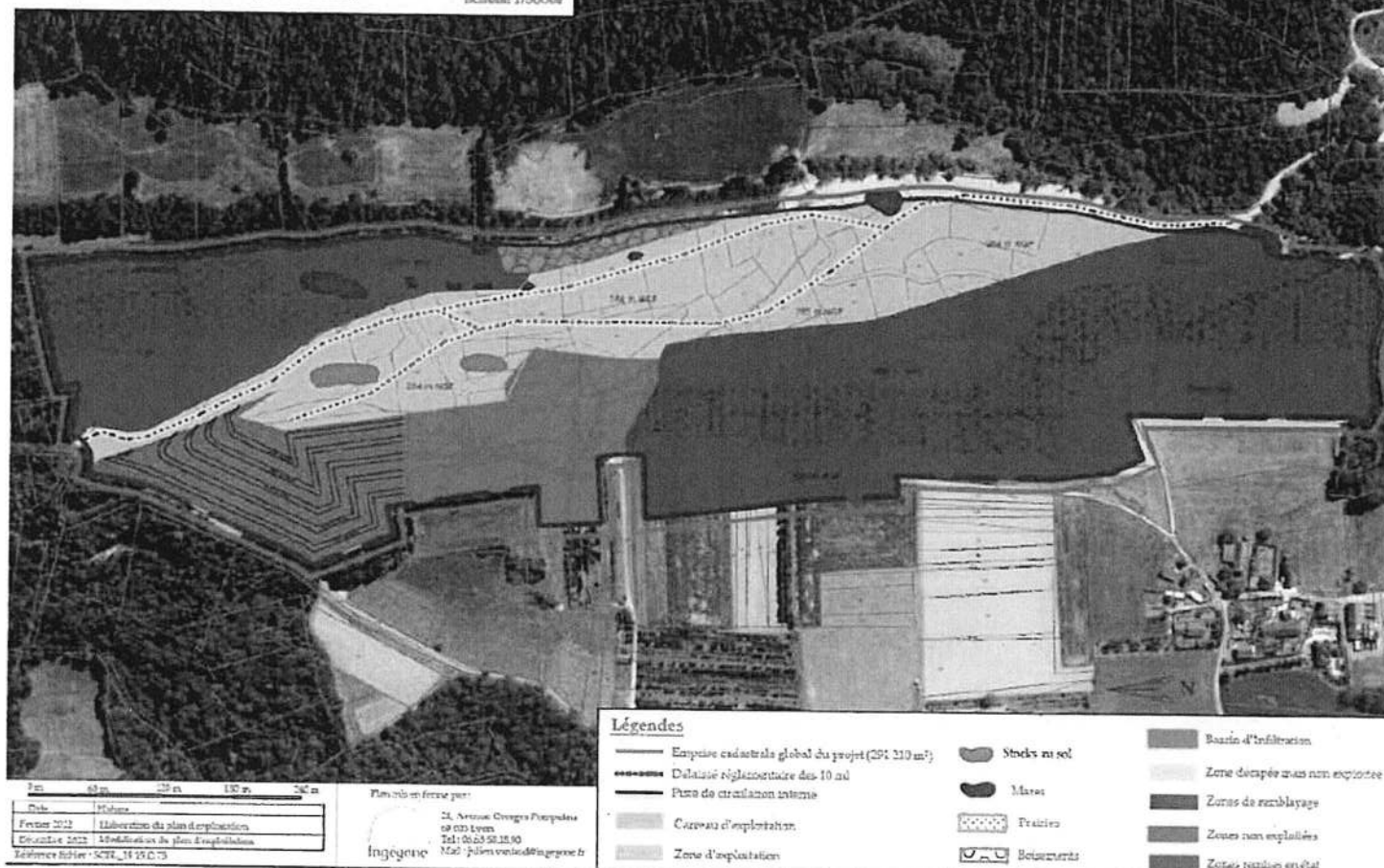
Commune de Le Bourget du Lac

SCBL

Plan de phasage

3ème phase d'exploitation (2033 - 2037)

Echelle 1/3000e



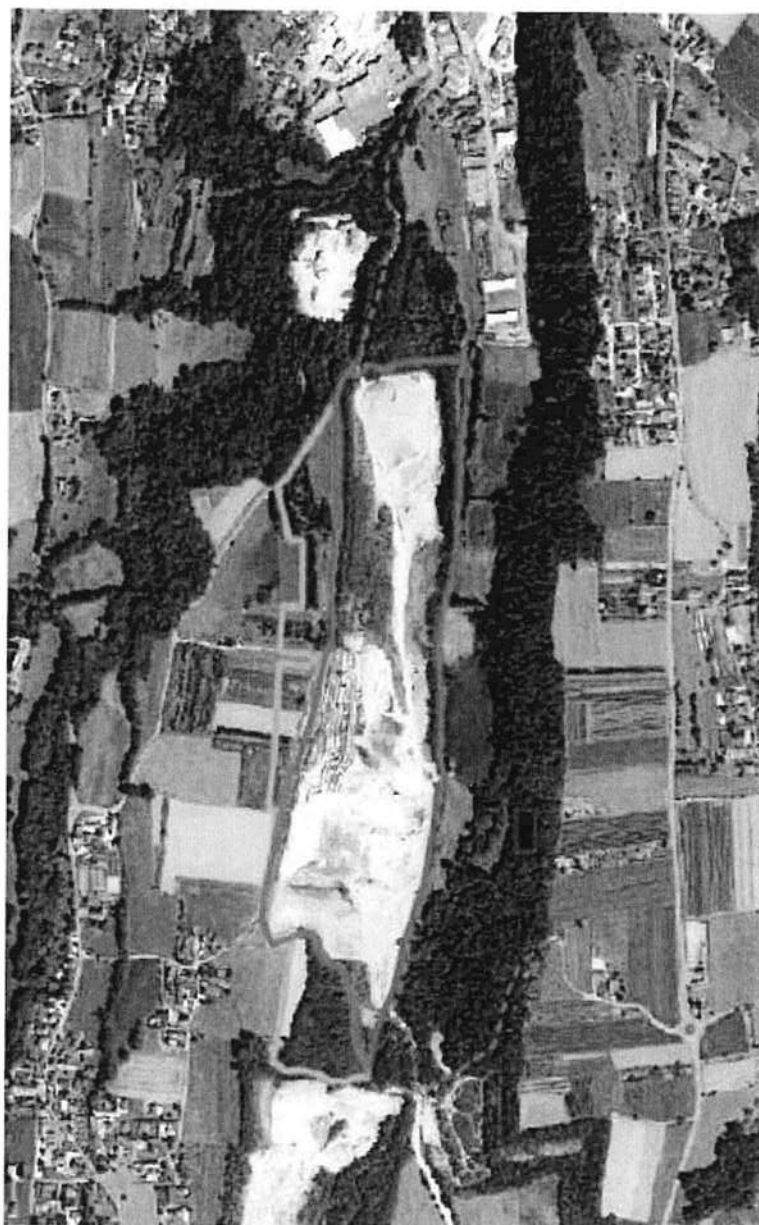
ANNEXE 4 : LOCALISATION DU DISPOSITIF DES SUIVIS DE POUSSIÈRES



ANNEXE 5 : LOCALISATION DES POINTS DE MESURE DE LA QUALITÉ DES EAUX SUPERFICIELLES

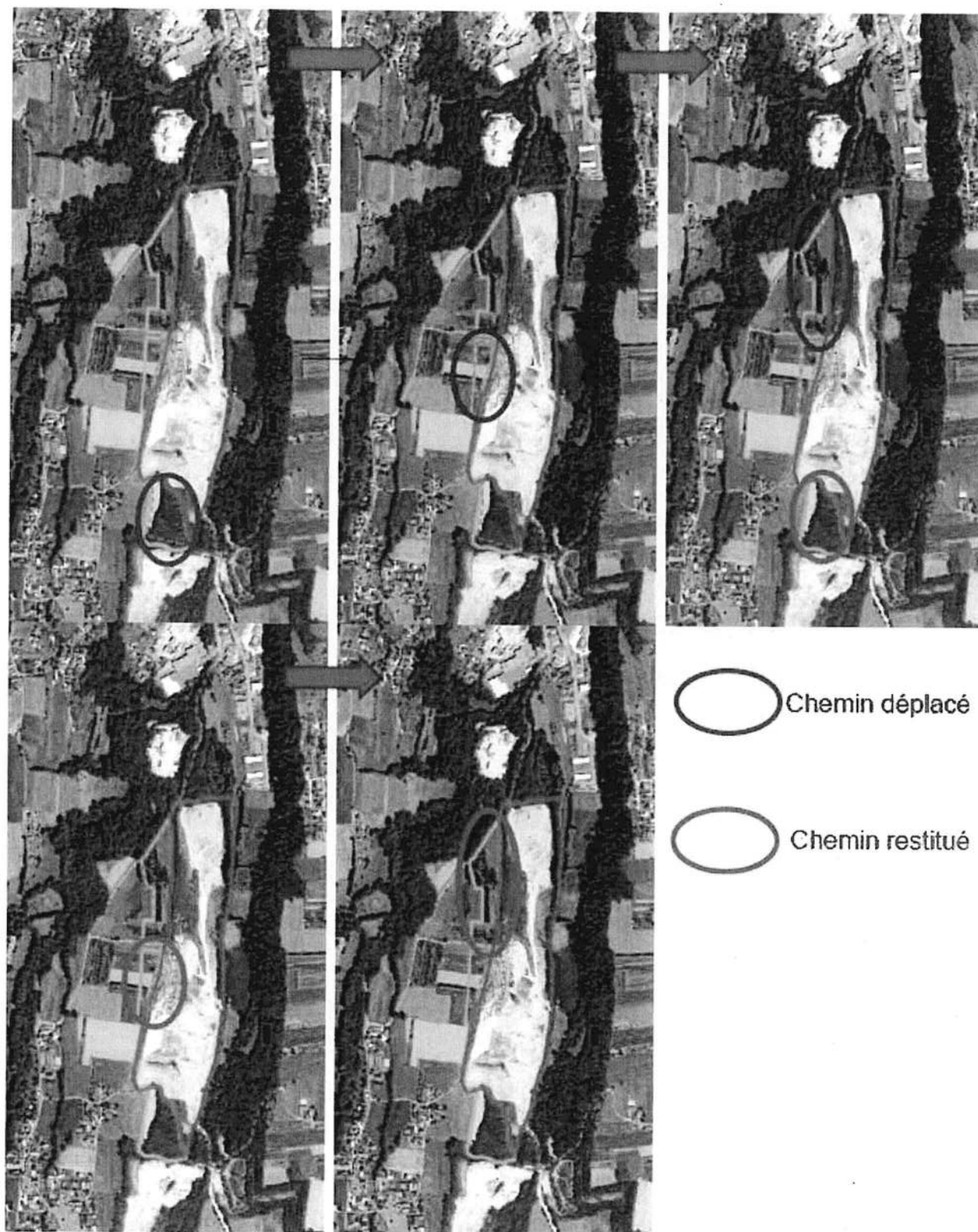


ANNEXE 6 : LOCALISATION DES CHEMINS COMMUNAUX



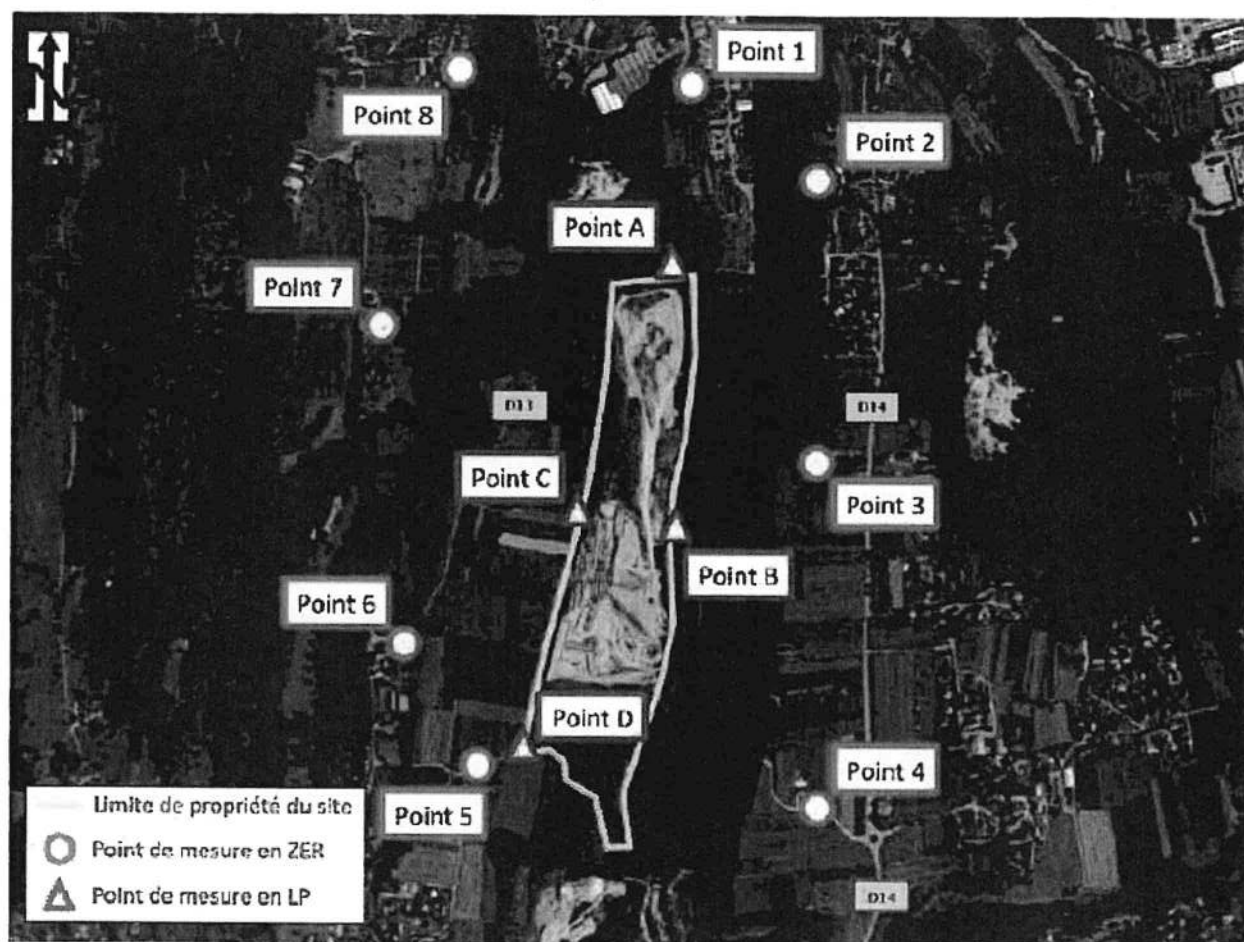
----- Chemins

Localisation des chemins existants

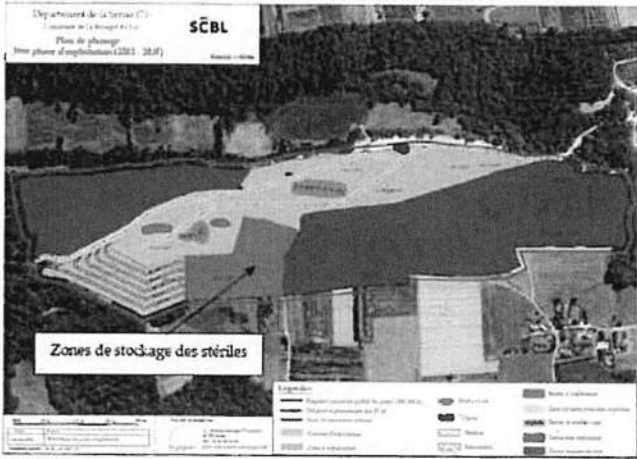


Localisation des chemins substitutifs

ANNEXE 7 : LOCALISATION DES POINTS DE MESURE DE BRUIT

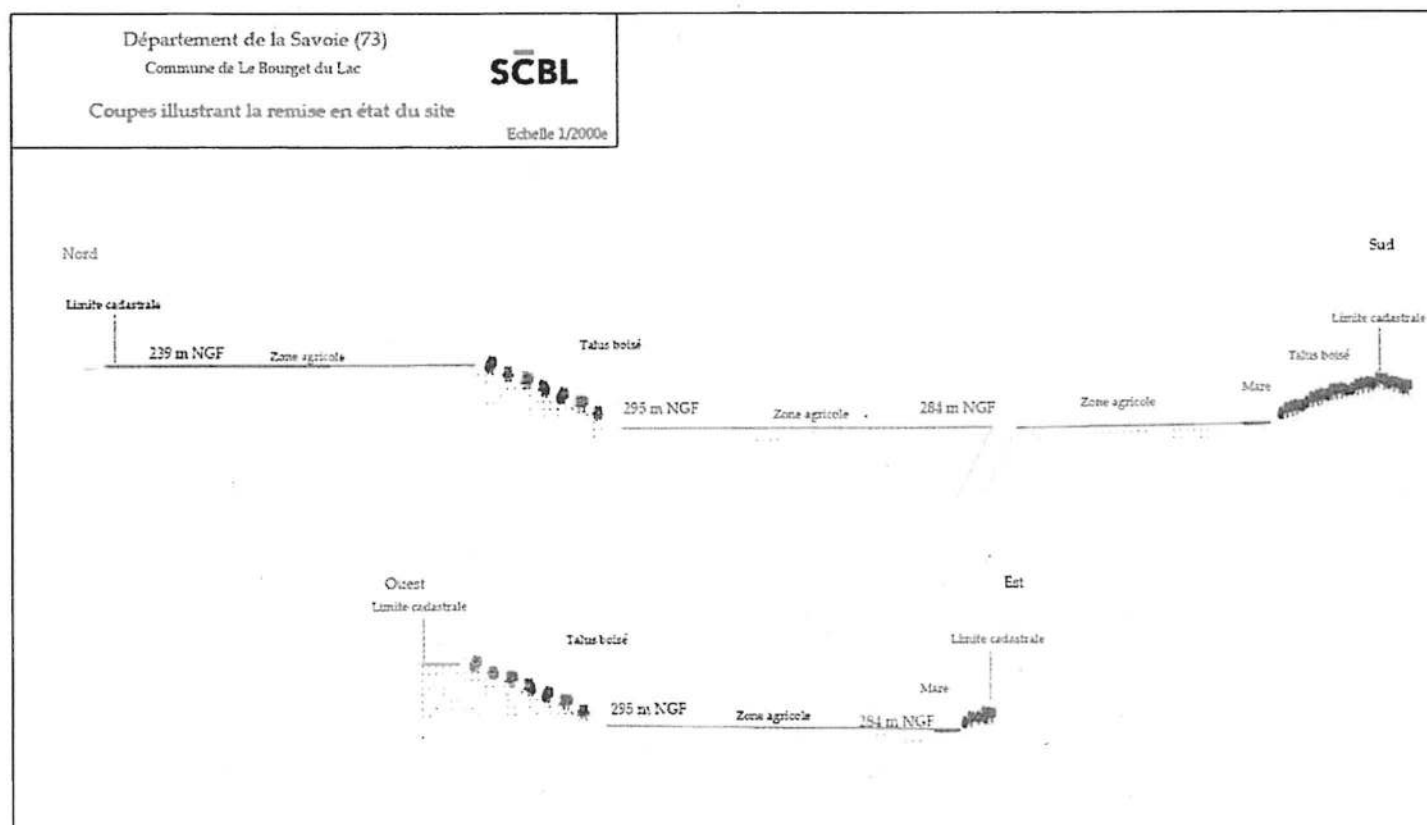


ANNEXE 8 : PLAN DE GESTION DES DECHETS INERTES (FICHE DE SYNTHESE)

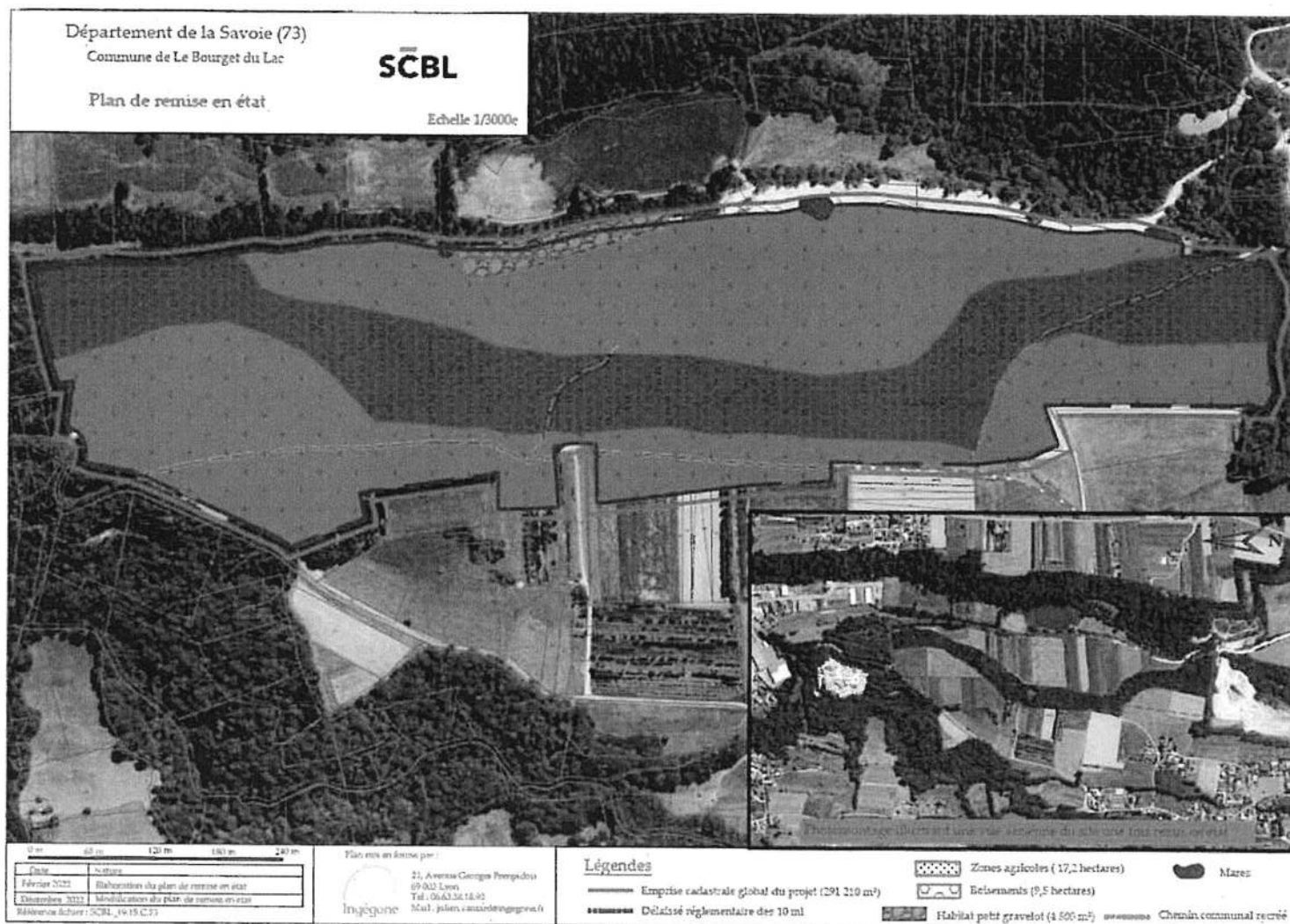
| Stockage 2 : Stériles | | Carrière du Bourget du Lac | | |
|--|--|--|---|---|
| Code déchets | 01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères. |  | | |
| Caractéristiques | Granite altéré | | | |
| Exploitation générant le déchet | Matériaux de découverte | | | |
| Quantité stockée | Environ 361 000 m³ au total | | | |
| Durée maximale du stockage | 5 années – Remise en état coordonnée aux travaux d'exploitation de la carrière | | | |
| Stabilité du stockage | Stockage sous forme de merlon puis directement au niveau du carreau d'exploitation | | | |
| Traitement du déchet | Aucun traitement. | | | |
| Utilisation/gestion du déchet | Utilisés dans le cadre de la remise en état ultime de la carrière | | | |
| Santé et Environnement | | Eau | Sol | Air |
| Impacts éventuels | Négligeable | Nul | Les risques d'émission de poussières lors de la manipulation ou du stockage de ce déchet est négligeable. | Les risques d'émission de poussières lors de la manipulation ou du stockage de ce déchet est négligeable. |
| Moyens de prévention | Eaux de ruissellement pluviales dirigées vers les points bas du site | Décapage préalable de la terre végétale sous le stockage de stériles | Arrosage préventif des pistes et des stocks par temps extrêmement sec et venté | Arrosage préventif des pistes et des stocks par temps extrêmement sec et venté |
| Procédure de contrôle et de surveillance | Contrôle visuel | Contrôle visuel | Suivi des mesures de poussières dans le cadre de l'arrêté préfectoral en vigueur | Suivi des mesures de poussières dans le cadre de l'arrêté préfectoral en vigueur |
| Etudes complémentaires à mener | / | / | / | / |

ANNEXE 9 : REMISE EN ÉTAT

ANNEXE 9.1 : COUPES DE L'ÉTAT FINAL

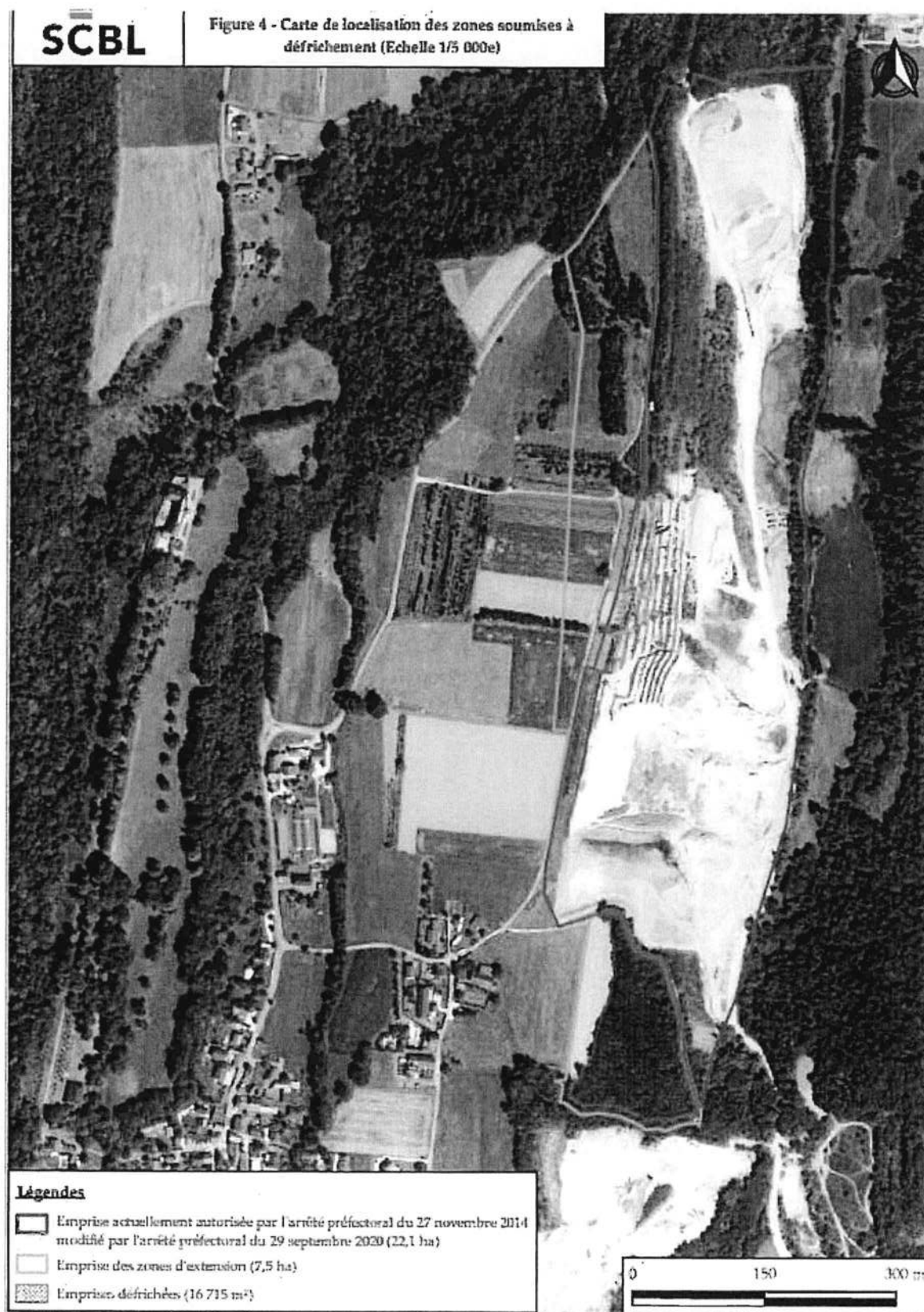


ANNEXE 9.2 : PLAN DE REMISE EN ÉTAT DU SITE

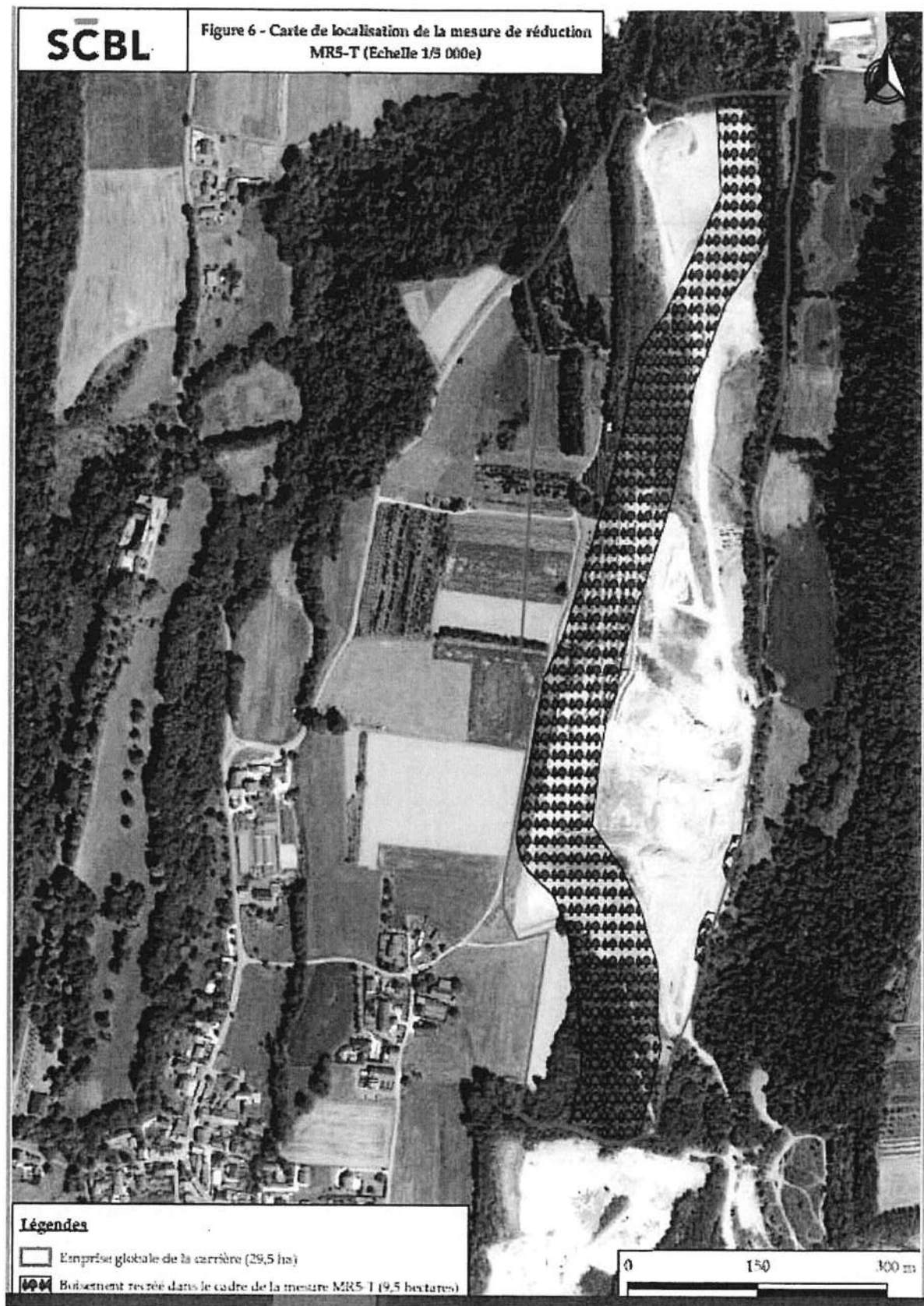


ANNEXE 10 : PLANS RELATIFS A L'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

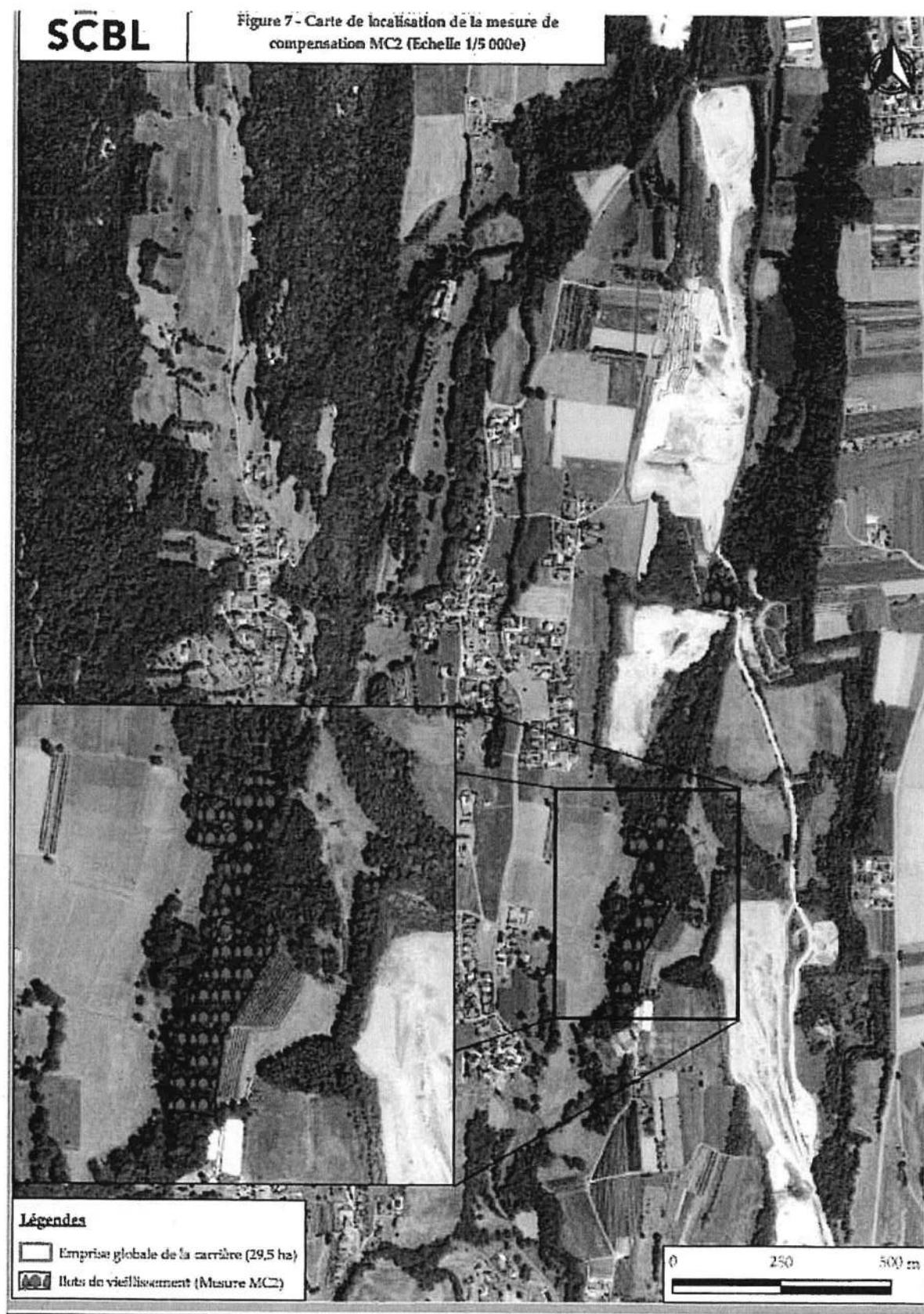
Annexe 10.1 : plan des surfaces défrichées



Annexe 10.2 : plan de la remise en état boisé des terrains

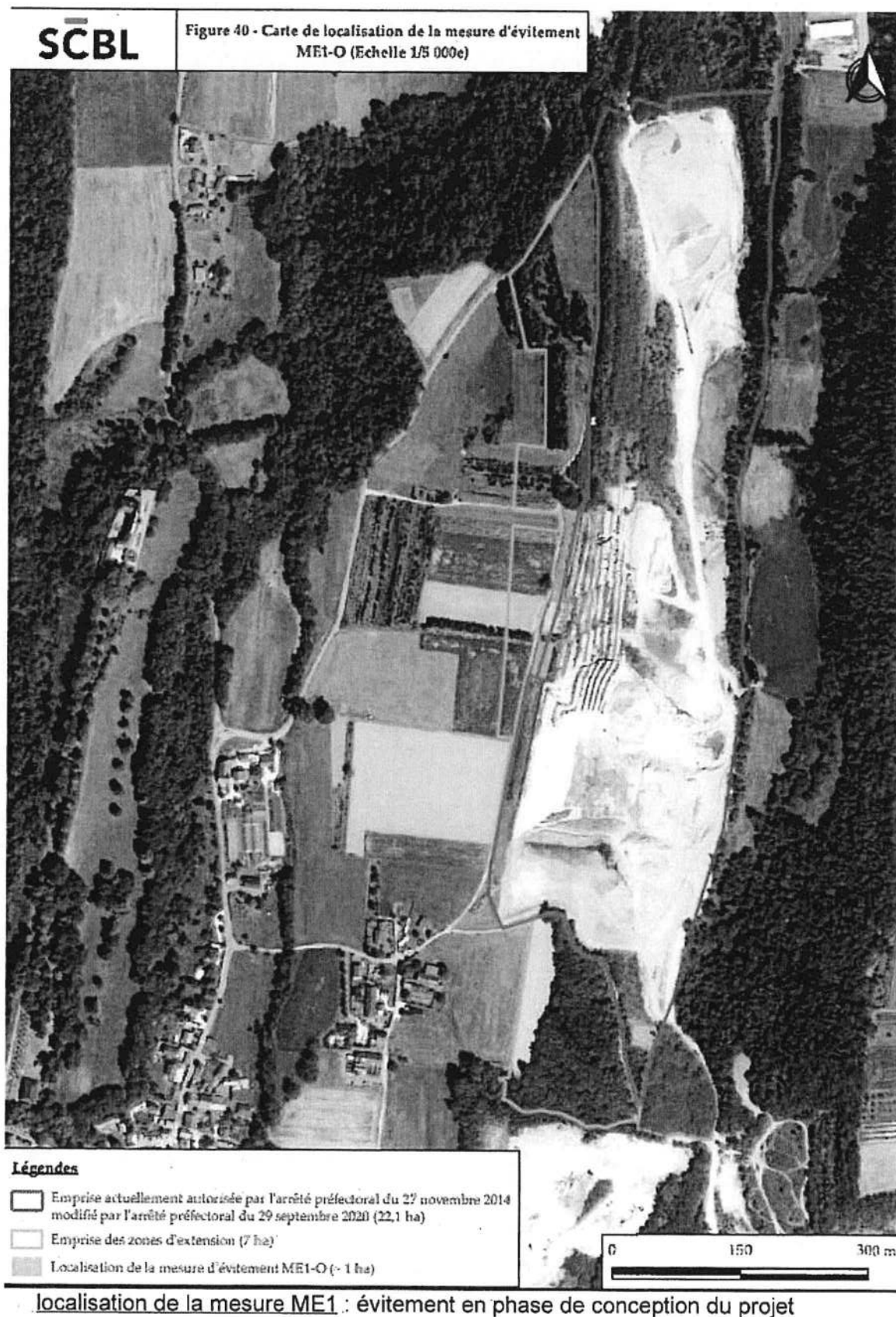


Annexe 10.3 : plan de localisation des îlots de vieillissement

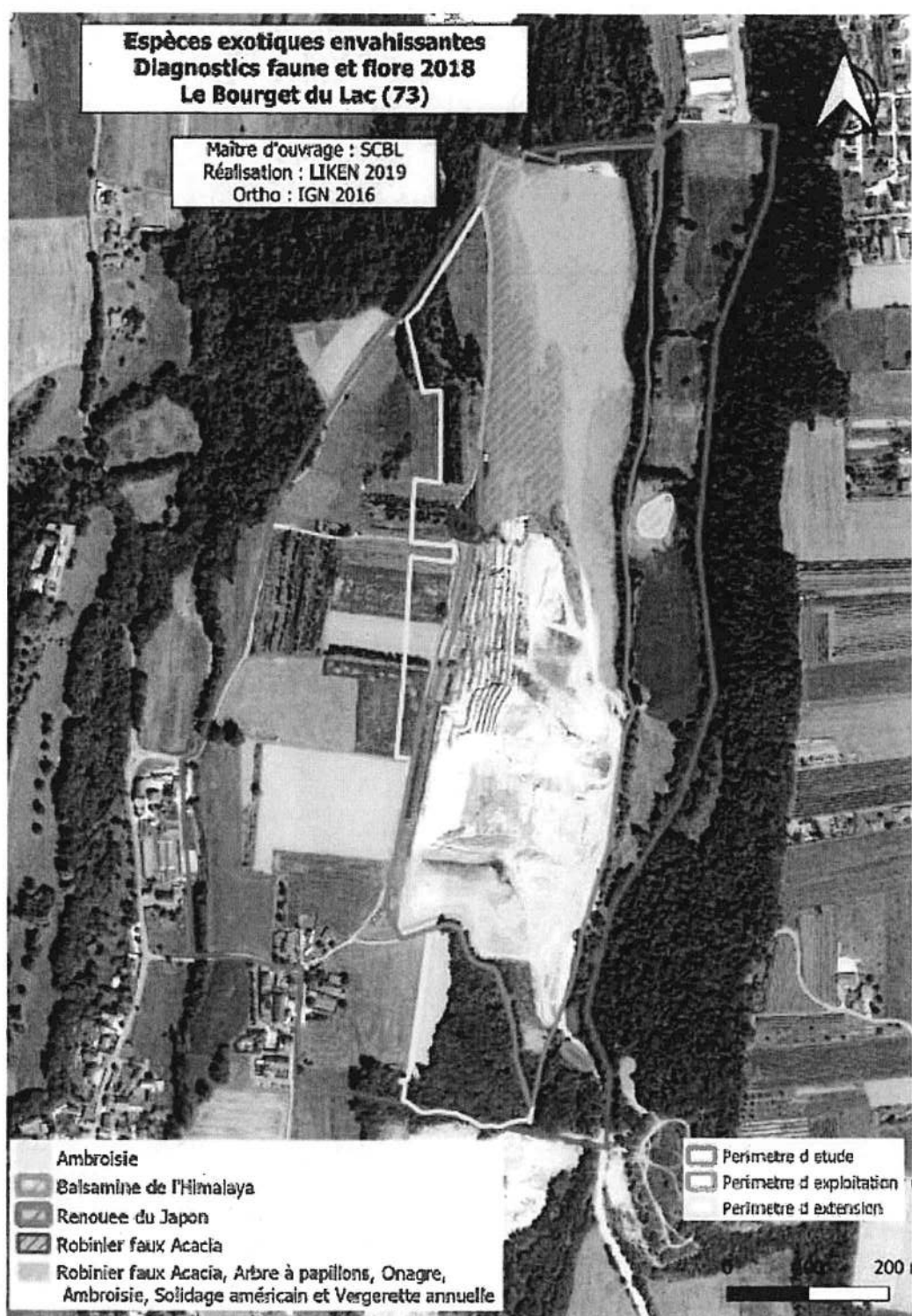


ANNEXE 11 : DÉROGATION À LA PROTECTION DES ESPÈCES PROTÉGÉES

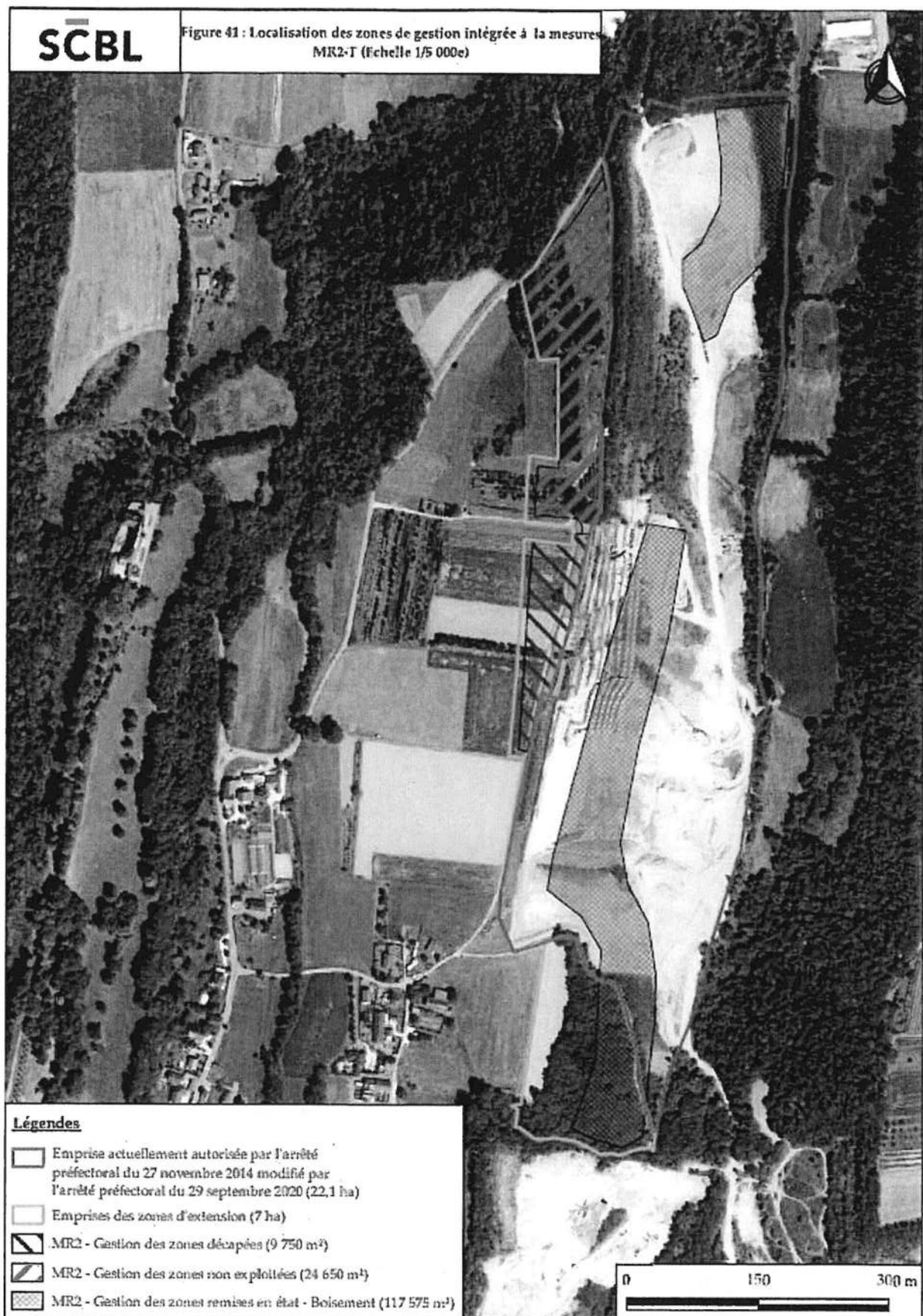
Annexe 11.1. Mesures d'évitement



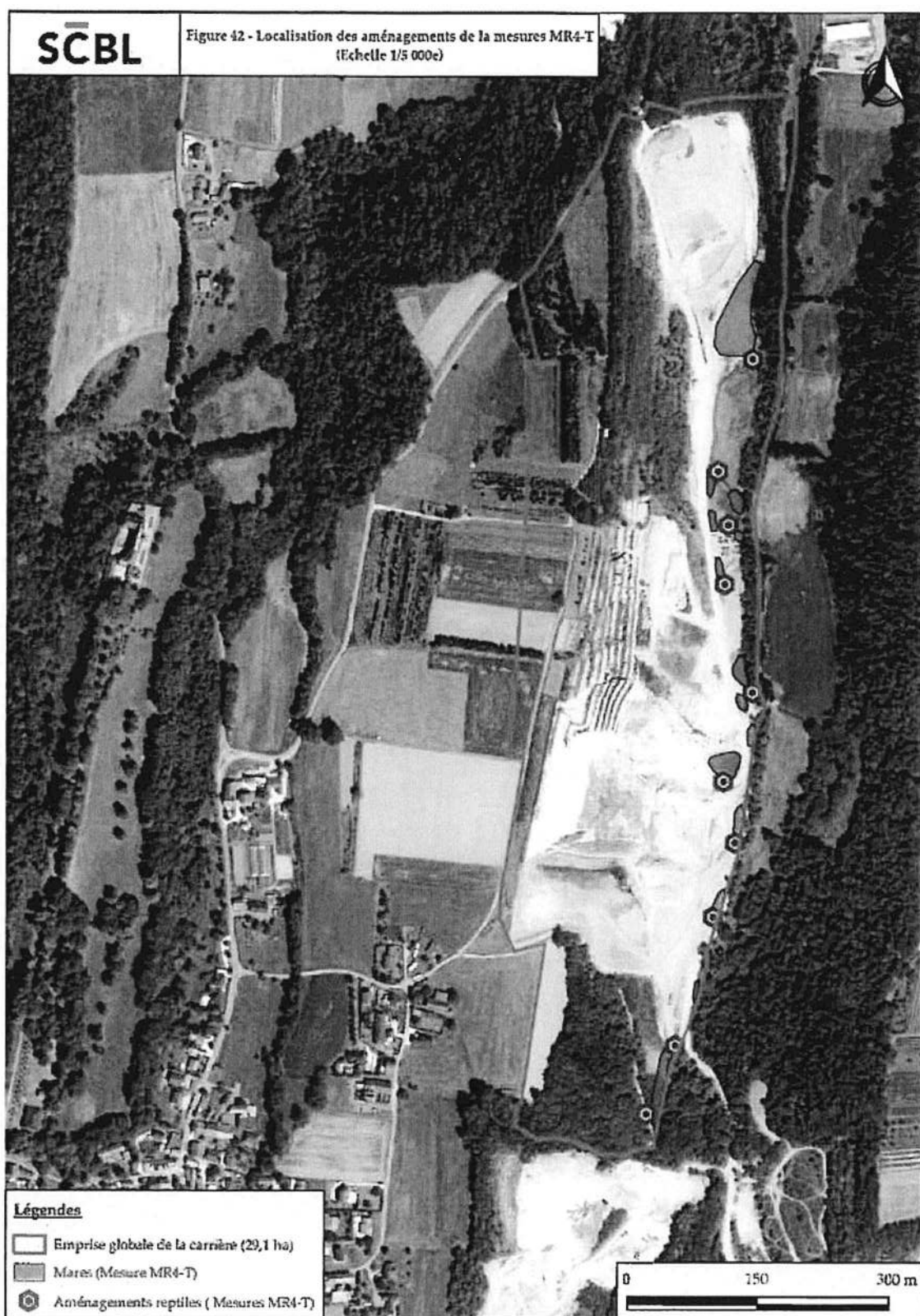
Annexe 11.2. Mesures de réduction



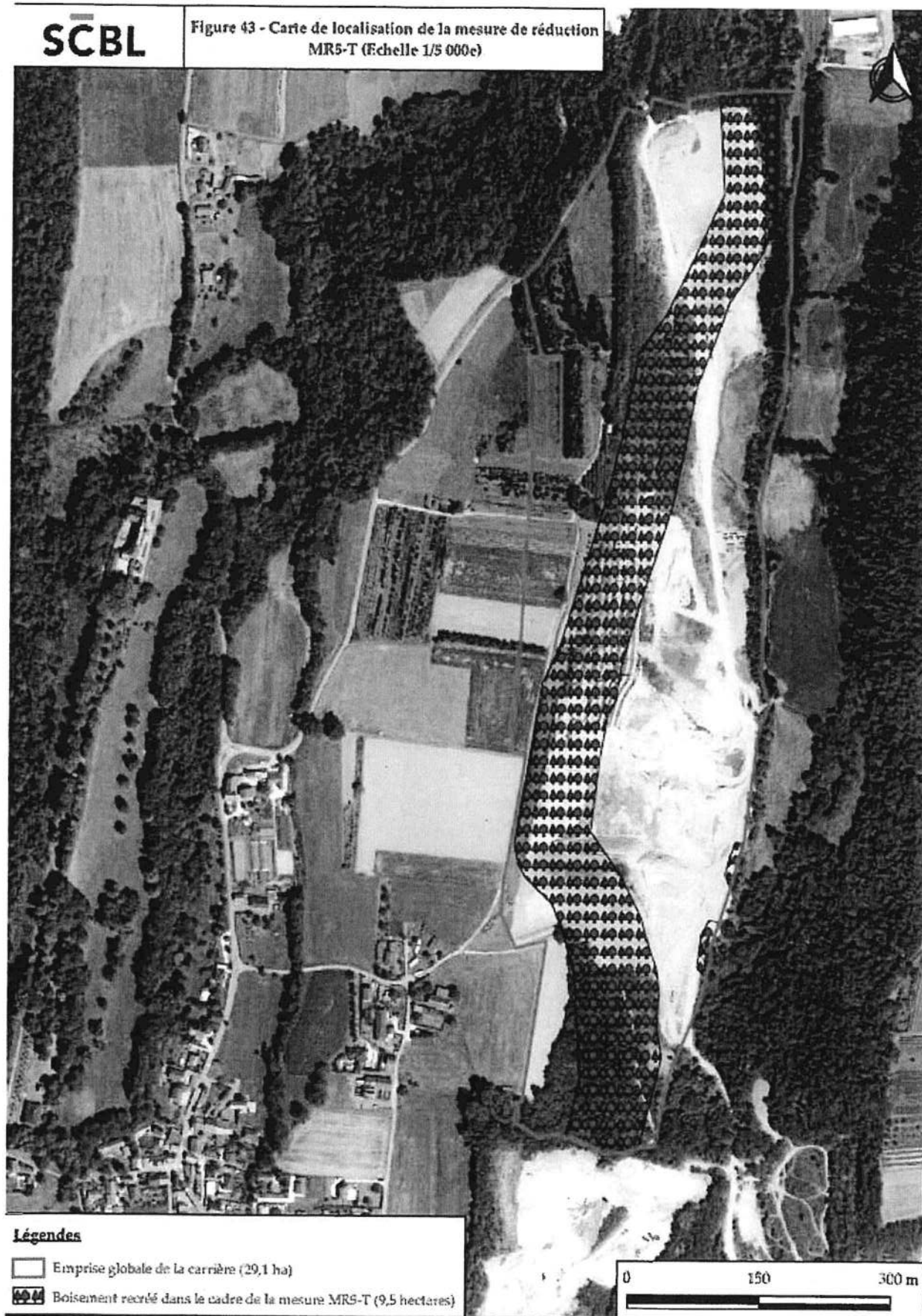
localisation de la mesure MR1 : prévention et éradication des espèces végétales exotiques envahissantes



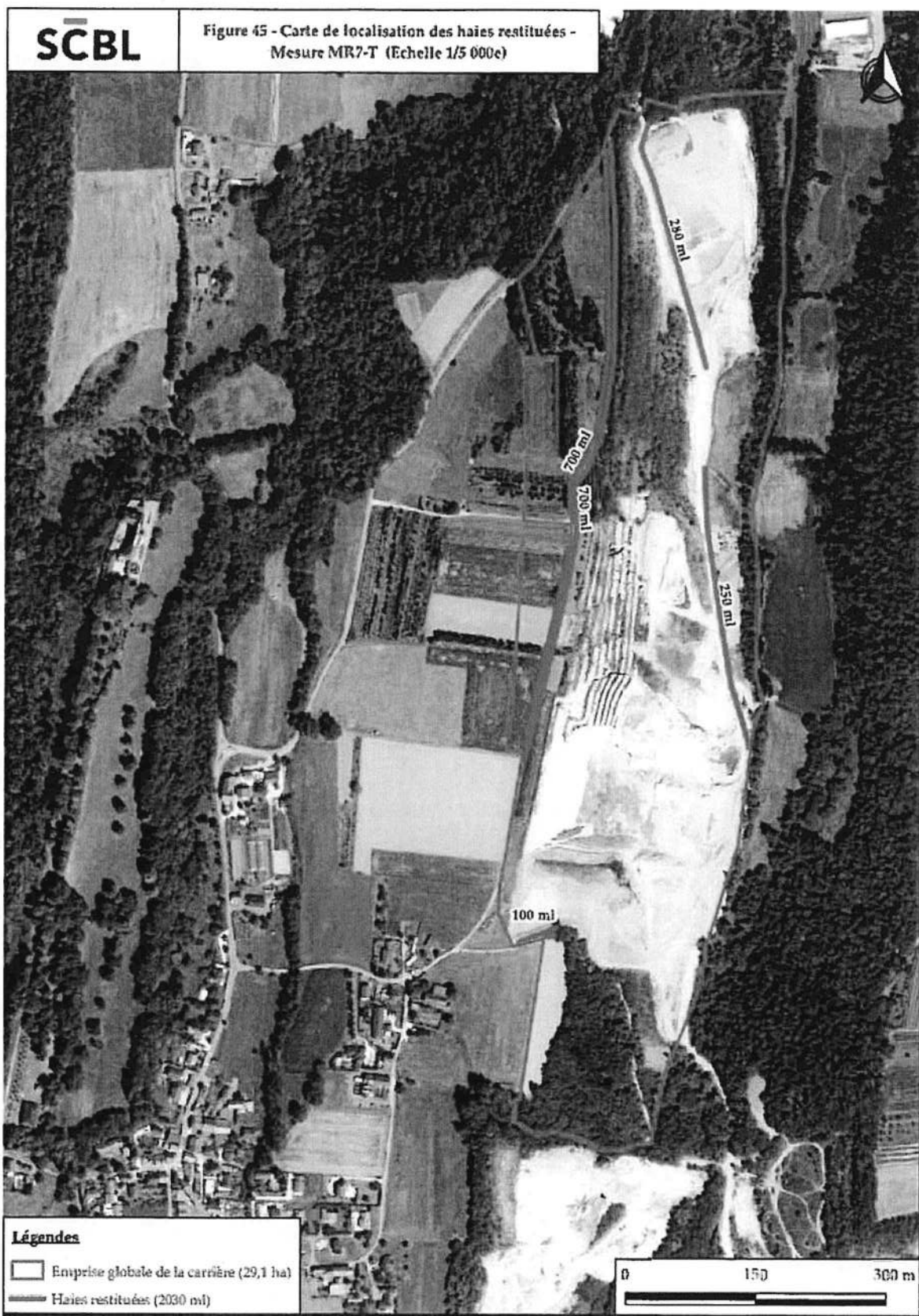
localisation de la mesure MR2 : gestion écologique temporaire des habitats dans le périmètre autorisé



localisation de la mesure MR4 : gestion du bassin de décantation des eaux pluviales et création d'aménagements spécifiques complémentaires favorables aux amphibiens et reptiles



localisation de la mesure MR5 : opération de reboisement de la carrière

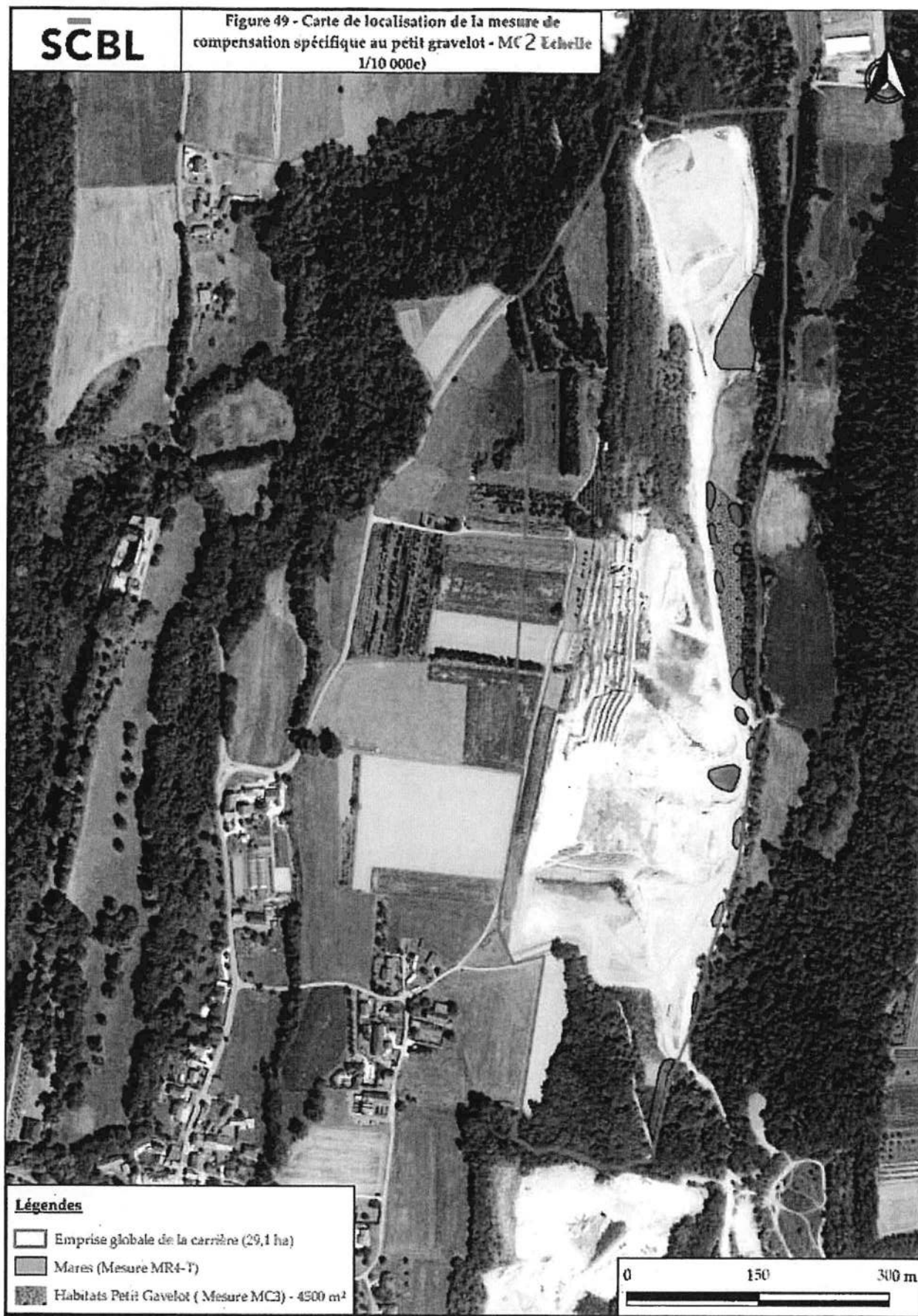


localisation de la mesure MR7 : plantation de haies

Annexe 11.3. Mesures de compensation



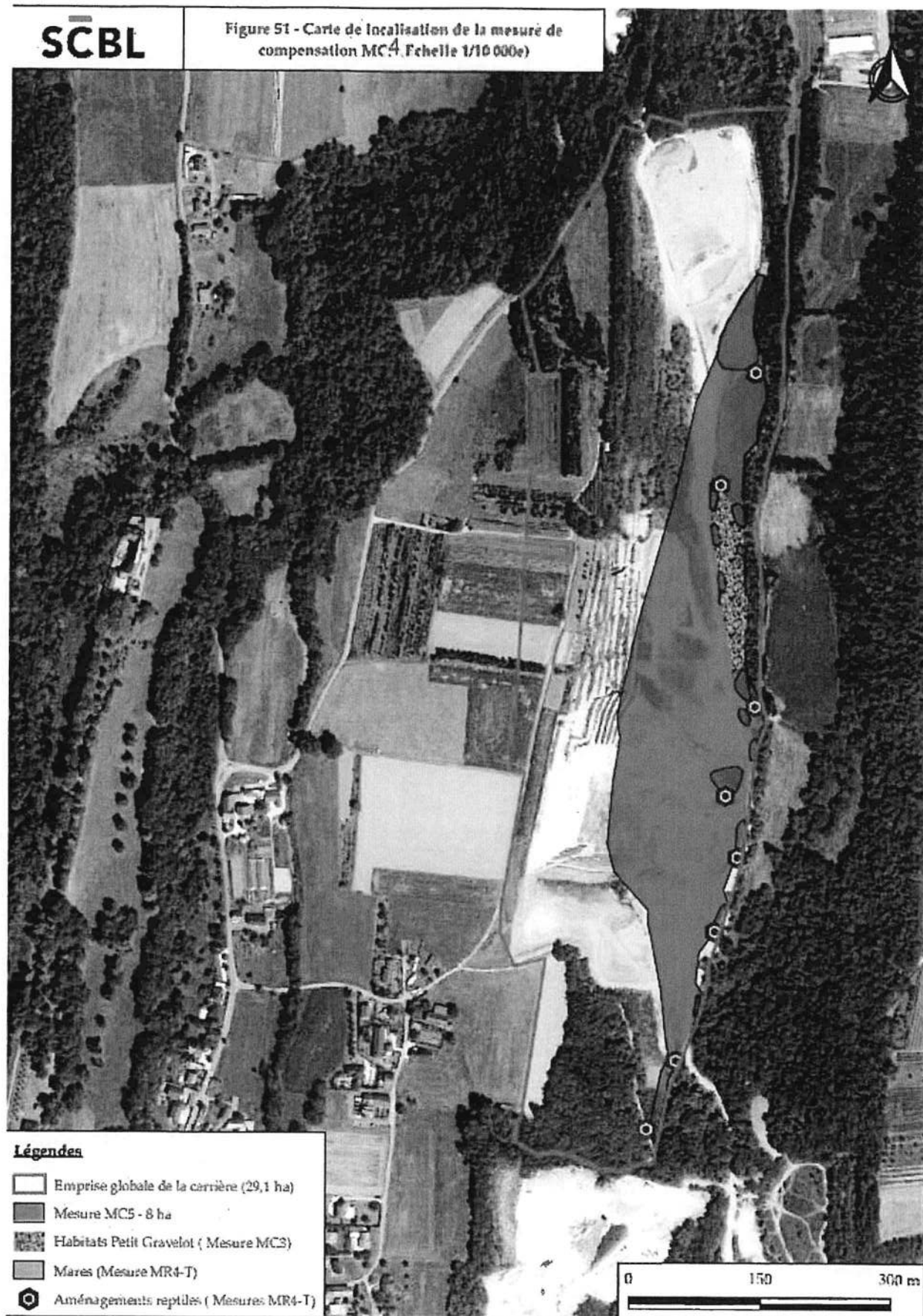
localisation de la mesure MC1 : mise en sénescence de boisements



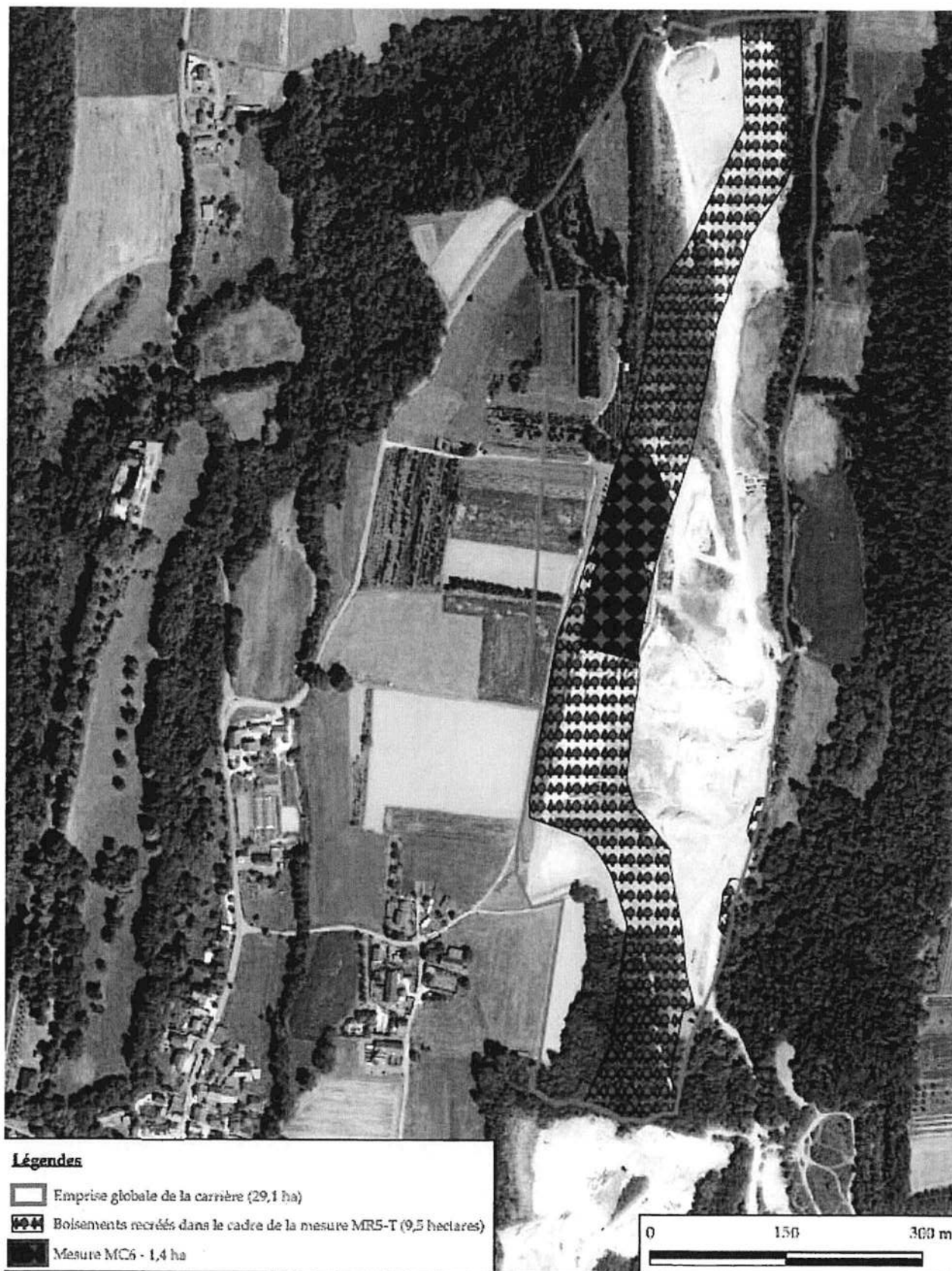
localisation de la mesure MC2 : création d'une gravière de 4500 m² en faveur du Petit Gravelot à l'issue de l'exploitation de la carrière



localisation de la mesure MC3 : création et gestion d'une prairie de fauche de 1,8 ha lors de l'activité de la carrière



localisation de la mesure MC4 : restitution et gestion de 8 ha de prairies à l'issue de l'exploitation de la carrière



localisation de la mesure MC5 : restitution et mise en sénescence de 1,4 ha de boisements à l'issue de l'exploitation de la carrière

Annexe 11.4. Mesures d'accompagnement



localisation de la mesure MA1 : installation d'abris et de gîtes artificiels pour la faune

